

l'Anticapitaliste

N°74 | MARS 2016 | 4€

la revue mensuelle du **NPA**



GRÈCE: CRISE REDOUBLÉE, BILAN INDISPENSABLE



**NOTRE-DAME-DES-LANDES
LA BATAILLE FINALE EST ENGAGÉE**



UNE COMMUNE AU ROJAVA?



**ARGENTINE
A 40 ANS DU COUP D'ÉTAT MILITAIRE**

Sommaire

EDITORIAL

Yann Cézard

Du gouvernement PS-Medef au gouvernement Medef tout court... P3

PREMIER PLAN

Laura Varlet Argentine 1969-1976

De l'insubordination ouvrière au coup d'Etat militaire P4

Virginia de la Siega Argentine 1976-1983

«Luttons pour qu'ils s'en aillent!» Comment le mouvement ouvrier a affronté la dictature P7

Marcelo Neuestern Après la chute de la dictature

«Ni oubli, ni pardon» : un combat incessant et en partie victorieux P9

ACTUALITE

Jean-Philippe Divès Y a-t-il un Corbyn ou Sanders dans la salle? P11

Sandra Cormier, Bertrand Achel

Notre-Dame-des-Landes: la bataille finale est engagée P13

Gérard Florenson L'agonie de la politique agricole commune P16

Gérard Florenson Souverainisme agricole

Le Front national surfe sur la détresse des agriculteurs P19

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Grèce Et maintenant, la mobilisation contre Tsipras P20

Panagiotis Grigoriou Une crise incessante, une révolte qui sourd P21

Antonis Ntavallenos La gauche après Syriza P24

EN DÉBATS

Alex de Jong Une Commune au Rojava? P29

SCIENCE

Hubert Krivine L'onde gravitationnelle, pour quoi faire? P34

FOCUS

Alain Pojolat Calais: Une barbarie d'Etat assumée P36

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Le 27 février 2016, manifestation sur la voie rapide Nantes-Quimper, contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Photothèque rouge/JMB.



Du gouvernement PS-Medef au gouvernement Medef tout court...

PAR YANN CÉZARD

Lundi 15 février : Manuel Valls se fâche. Le gouvernement a offert 41 milliards d'euros au patronat pour qu'il puisse créer des emplois, et puis rien au rendez-vous. Le Pacte de responsabilité a fait pschitt. Jeudi 18 : la sanction tombe. Le gouvernement offre au patronat le droit quasi illimité de licencier, sous le doux nom de «*loi pour de nouvelles protections et de nouvelles libertés pour les entreprises et les actifs*». Logique, non ? C'est que ce gouvernement est fort en logique : faciliter les licenciements pour «*débloquer l'embauche*», casser le code du travail pour «*protéger les salariés*», être de droite, c'est ça être de gauche aujourd'hui ! Hollande et Valls viennent donc d'engager une nouvelle bataille contre les classes populaires et les travailleurs, sans doute la plus dure et la plus grave depuis le début du quinquennat. On était d'ailleurs prévenu. Partout en Europe, les partis de droite et les partis socialistes ressassent en chœur qu'il faut «*réformer le marché du travail*». Mais il est vrai que depuis 2012, Hollande tournait autour du pot avant de faire ce que les socialistes allemands Schröder et Hartz avaient fait en leur temps. Nous y voilà.

«CLARIFICATION»

Or la bataille à peine commencée a peut-être déjà fait un mort : le Parti socialiste lui-même. Aubry et ses proches sont entrés en résistance ! «*Trop c'est trop !*» «*Pas ça, pas nous, pas la gauche !*» Valls lui, se félicite d'une «*clarification*» : les Modernes contre les Anciens, la gauche «*du réel*» contre la gauche «*du rêve*». On croit rêver, effectivement, d'entendre Aubry se faire traiter de «*gauche qui rêve*». Pourtant, il faut peut-être donner raison à la brute Valls. Pour un dirigeant socialiste conséquent, c'est-à-dire toujours désireux de ne pas aller contre les intérêts du patronat et soigneux d'éviter toute rupture avec les règles du capitalisme, quand on est actuellement au pouvoir, cette fuite en avant ultralibérale est la seule voie. Relever à tout prix le taux d'exploitation des travailleurs pour relancer le capitalisme. Même la très hypocrite «*synthèse jospinienne*» d'il y a quinze ans, quand Jospin-Aubry-Strauss-Kahn disaient «*oui à l'économie de marché, non à la société de marché*», paraît aujourd'hui dérisoire. Depuis les enchères ont encore monté : le patronat, enhardi par les surenchères de réformes en sa faveur, d'une alternance à l'autre, en réclame toujours plus. En plus c'est la crise. Secoués dans le haut de gamme par l'Allemagne et les Etats-Unis, secoués dans le bas de gamme par l'Europe du sud et de l'est, les groupes français exigent

toujours plus haut et fort le scalp du code du travail. Et voilà donc Valls et Hollande, lestés d'une bonne grosse démagogie sécuritaire et identitaire, fin prêts pour participer aux primaires de la droite... si les places n'étaient déjà prises ! A défaut, ils concourent aux primaires du Medef : qui sera le meilleur ami de Gattaz (l'homme qui promettait un million d'emplois), Hollande, Valls, Macron, Juppé ou Sarkozy ? Nous avons un gouvernement PS-Medef. Il est désormais Medef tout court, maintenant que Valls et Hollande font pousser leur politique sur le cadavre du PS.

LA RIPOSTE

La bataille est cruciale et pourrait marquer une défaite majeure pour les travailleurs... ou pour le gouvernement et au-delà le patronat lui-même et tout leur bazar libéral. L'ennui, c'est que comme souvent, une bonne partie des forces politiques et syndicales censées s'opposer au massacre du code du travail sont loin d'avoir la détermination de l'adversaire. Face à la colère, Hollande a commencé à zigzaguer, mais c'est par ruse. Il a la ferme intention d'aller jusqu'au bout. Mais que d'hésitations en face ! La CFDT, l'UNSA et consort trouvent des vertus aux projets gouvernementaux et veulent comme d'habitude négocier les chaînes. La direction CGT, hostile à la loi (comme FO et Solidaires), a d'abord différé et dilué l'appel à la mobilisation, sous prétexte, on connaît la chanson, de garder l'unité avec la CFDT. La grande date à l'horizon, à l'heure où nous écrivons, c'est le 31 mars ! Heureusement, les organisations de jeunesse ont réussi à inscrire le 9 mars dans le calendrier.

Si la pétition «*Loi Travail non merci*» a dépassé le million de signatures, symptôme, parmi d'autres, de la colère montante, il faut passer du numérique au réel. C'est dans la grève et dans la rue que cette affaire se conclura. Et pour cela, il faut bien que dans les entreprises, la jeunesse, parmi toutes les victimes de ce sale coup, la mobilisation s'organise sans attendre que ça vienne seulement du haut des organisations syndicales, pour dénoncer, partout, patiemment, cette loi infâme, pour construire une mobilisation sans doute de longue haleine. Une mobilisation capable de rassembler toutes les victimes du gouvernement Medef, chômeurs menacés dans leurs allocations, précaires, salariés du privé, cheminots agressés dans leur statut, fonctionnaires à la moulinette de l'austérité, jeunesse étudiante ou travailleuse. Comme il y a dix ans, face au CPE.



Myriam El Khomri, ministre du travail avec Pierre Gattaz, président du Medef. La goutte d'eau qui fait déborder le vase ? DR.

ARGENTINE 1969 - 1976

De l'insubordination ouvrière au coup d'Etat militaire

PAR LAURA VARLET

Le coup d'Etat de 1976 en Argentine a eu moins d'impact politique, dans la gauche et l'extrême gauche hexagonales, que celui de Pinochet au Chili trois ans plus tôt. Son degré de sauvagerie, néanmoins, est comparable: 30 000 disparus, des milliers de militants, jeunes et travailleurs torturés, tués. Pour ce qui est de l'objectif politique, il était également similaire.

A l'encontre du discours officiel des militaires, comme de la vision liée à une lecture «guérillérissante» des gauches radicales latino-américaines, la question n'était pas tant de mettre fin à une conflictualité qui aurait été réductible à l'existence de puissantes organisations politico-militaires (fondamentalement, pour la gauche péroniste, les Montoneros, et pour la gauche guévarisante, le PRT-ERP).

L'objectif du coup d'Etat, c'était la mise au pas d'un mouvement ouvrier et d'une jeunesse qui s'inscrivaient, depuis 1969, dans un cycle d'insubordination extrêmement tempétueux et violent, remettant tendanciellement en cause la domination des capitalistes dans le pays, et que le retour du péronisme au pouvoir, tuteur et référent historiques du monde du travail, après dix-huit années de proscription, n'arriva même pas à contenir.

Nous nous contenterons, ici, d'évoquer quelques moments clefs qui inscrivent cette période au sein de ces «années 1968» ayant secoué le monde, et qui permettent de comprendre la spécificité argentine de cette poussée ouvrière et populaire, sa portée et ses limites.¹

INSUBORDINATION OUVRIÈRE ET SOULÈVEMENTS POPULAIRES (1969-72)

L'événement le plus emblématique de cette période est le soulèvement et semi-insurrection connu sous le nom de *Cordobazo*, qui cristallise l'alliance entre les étudiants et la classe ouvrière de la ville de Cordoba, l'un des premiers centres industriels du pays. L'augmenta-

tion de 500% du prix des restaurants universitaires dans plusieurs villes de province, dont Corrientes et Rosario (où il y aura également des soulèvements), ainsi que la tentative d'en finir avec les «samedis anglais» à Cordoba (où les salariés étaient payés huit heures pour quatre heures travaillées le samedi), combinés à l'autoritarisme borné et rétrograde du régime militaire d'Onganía, ont rendu la situation explosive, ce qui ne va pas tarder à s'exprimer au grand jour.

Les directions syndicales sont contraintes d'appeler à une grève générale pour le 29 mai 1969. Dès le matin, les cortèges d'ouvriers, notamment de l'automobile, aux côtés des travailleurs de l'énergie, avec leur combatif syndicat Luz y Fuerza et le non moins emblématique dirigeant Agustín Tosco, partent des usines pour défiler au centre-ville. De leur côté, les étudiants, qui réclament l'unité entre étudiants et travailleurs et la chute de la dictature d'Onganía, arrivent également en cortège, déterminés à faire face à la répression. Dès que les manifestants apprennent l'assassinat de Maximo Mena, lycéen et ouvrier de l'automobile qui manifestait dans les rue de Cordoba, la rébellion s'empare de la ville: barricades, occupations et même francs-tireurs qui menacent les forces de répression du haut des immeubles.

La police est finalement contrainte de se retirer du centre-ville et de se replier. Ce n'est qu'avec l'intervention de l'armée que cette semi-insurrection prend fin, les derniers retranchements étudiants tombant trois jours après le début de la grève. Cet événement marque le début de la fin

de la dictature d'Onganía. Des soulèvements ouvriers et populaires se produisent ensuite dans plusieurs villes importantes de province, l'enjeu étant pour les militaires argentins que cette vague de mécontentement n'atteigne pas Bue-



nos Aires et sa grande banlieue industrielle.

Le phénomène sous-jacent profond est un processus de réorganisation de la classe ouvrière à la base, contre la politique des directions syndicales péronistes qui sont peu ou prou, quoi qu'elles en disent, associées au régime et à sa politique. L'exemple le plus emblématique de cette première phase est probablement celui de Sitrac-Sitram, les deux syndicats «lutte de classes» des deux usines Fiat de Cordoba. En mars 1970, le site de Fiat Concord est occupé par ses

travailleurs, qui contestent l'autorité de leur direction syndicale et la destituent. S'ensuit une période intense de luttes revendicatives et de démocratisation par en bas des structures syndicales, accompagnées de méthodes de lutte très dures impliquant des piquets de grévistes armés pour défendre les sites de production lorsqu'ils sont occupés, avec le personnel de direction, en otage, à l'intérieur.

Jusqu'à la dissolution des deux syndicats et l'occupation militaire des sites de production, en octobre 1971, les nouveaux dirigeants de Sitrac-Sitram s'opposent à la bureaucratie syndicale péroniste et se basent sur la méthode des assemblées générales pour définir leurs revendications et actions. Ils défendent l'indépendance politique par rapport à l'Etat, aux patrons et aux partis de la bourgeoisie. Ils vont jusqu'à poser la nécessité de lutter pour le socialisme. Il s'agit de l'expression d'une tendance chez les travailleurs à l'indépendance de classe et à une rupture avec l'idéologie péroniste de conciliation de classes, prônée par les directions syndicales. De manière générale, ce phénomène de radica-

qui s'emparent de plusieurs villes de province après mai 1969, le général Lanusse, au pouvoir à ce moment-là, propose le Grand accord national (GAN), qui est censé faire baisser la pression par le recours à des élections auxquelles participerait le péronisme, pour la première fois après dix-huit années de proscription.

L'objectif est clairement de contenir la lutte de classes et d'éviter que la classe ouvrière, péroniste dans sa majorité, continue de se radicaliser et d'avancer dans son niveau de conscience au fur et à mesure que son auto-organisation et son expérience dans la lutte avancent. Perón va s'appuyer sur sa capacité à contenir la lutte de classes pour imposer une issue négociée. Les élections anticipées auront lieu en 1973 et le candidat de Perón y est largement victorieux.

Malgré le courage et la combativité exprimée par ces secteurs, l'avant-garde qui se forge avec le *Cordobazo* reste isolée face aux illusions qui existent dans des secteurs très importants de la classe ouvrière par rapport à ce que signifierait le retour de Perón au pouvoir, en tant que retour à «l'âge d'or de l'Etat-providence et des salaires élevés» de la période ayant précédé le coup d'Etat anti-péroniste de 1955.

Néanmoins, après l'arrivée du nouveau gouvernement péroniste, les luttes se poursuivent contre la politique «austéritaire» de pacte social qui est mise en place dès l'installation du nouveau gouvernement, à travers un accord entre le patronat et la toute-puissante CGT péroniste. Ces luttes commencent alors à concerner Buenos Aires et sa grande banlieue industrielle.

On pense, pour ne citer qu'un exemple, au combat des ouvriers de l'industrie navale, au nord de la capitale, dès mai 1973. La veille de l'intronisation du nouveau gouvernement, les ouvriers d'Astarsa occupent leur lieu de travail suite au décès d'un ouvrier, qui a succombé à ses blessures après avoir été brûlé lors d'un accident dans l'usine. Aux cris de «Nous voulons un chantier naval, pas un abattoir», les ouvriers occupent les lieux pour protester contre des conditions de travail déplorables qui sont à l'origine de plusieurs décès de travailleurs. Ils demandent à ce que les ouvriers puissent contrôler les mesures de sécurité mises en place par l'entreprise, ainsi que la réintégration de tous leurs camarades licenciés depuis 1965. Après avoir obligé la direction à négocier devant l'entrée de l'usine en présence des médias, ils ob-

tiennent gain de cause et décident de mettre fin à l'occupation. Il s'agit clairement d'une victoire de la base ouvrière, car les directions syndicales l'avaient laissée seule dans la lutte. Dans cette usine parmi les plus combattives de la période, plusieurs militants seront ensuite assassinés et victimes de disparitions.

UN AFFRONTEMENT ENTRE RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION (DE 1974 AU COUP D'ETAT)

Des secteurs importants de l'avant-garde ouvrière, dirigés notamment par la gauche péroniste (Montoneros d'un côté, Péronisme de base de l'autre), mais aussi par des organisations se réclamant du marxisme comme le PRT (guévariste), le PCR (maoïste), le PST ou PO (trotskystes), cherchent à s'organiser et vont constituer, peut-être même sans en avoir pleine conscience, un embryon de direction alternative face aux directions syndicales péronistes.

En avril 1974, une réunion de coordination des organisations ouvrières combattives, regroupant des représentants d'usines et de syndicats de différents endroits du pays, se tient à Villa Constitución, une concentration ouvrière importante et d'une grande combativité. Sont présents les principaux référents syndicaux antibureaucratiques, Agustín Tosco de *Luz y Fuerza*, René Salamanca de l'automobile et la plupart des composantes de l'extrême gauche. La Jeunesse péroniste (JP) et les Montoneros (branche armée de la gauche péroniste), qui n'ont pas complètement rompu avec un gouvernement péroniste pourtant en plein virage autoritaire et droitier, boycottent cette rencontre, ce qui pèsera énormément par la suite sur les possibilités de coordonner une contre-offensive sous le gouvernement d'Isabel Perón.

Après le décès de Perón, en juillet 1974, ce que le vieux général avait déjà du mal à contrôler devient parfaitement incontrôlable, sur le plan tant social que politique, pour sa veuve qui intensifie alors la politique répressive de Perón, avec la montée en puissance des commandos de l'Alliance anticommuniste argentine (Triple A).

Ce tableau se complète avec une situation économique qui se dégrade. En juin 1975, le nouveau ministre de l'économie, Celestino Rodrigo, annonce un plan d'austérité brutal contre les travailleurs

Image du *Cordobazo* (1969). DR.



lisation dans le mouvement ouvrier et la lutte contre la dictature tendait à prendre une dynamique anticapitaliste, avec l'idée que pour faire tomber la dictature il fallait remettre en cause la propriété capitaliste.

DE LA TENTATIVE DE CONTENIR LA RADICALISATION AU RETOUR DE PERÓN (1972-74)

Afin de tenter de contenir ce processus d'insubordination ouvrière qui se traduit par la multiplication de différents «azos», semi-insurrections ou émeutes

et les classes populaires. Le plan Rodrigo prévoit de geler les salaires par décret et d'empêcher les négociations paritaires annuelles, d'augmenter le prix des produits de première nécessité et de dévaluer fortement le peso. Le monde du travail répond en imposant à ses propres directions syndicales une grève générale à l'hiver 1975 : la première grève générale contre un gouvernement péroniste.

La construction des *coordinadoras* (coordinations) rappelle celle des *cordones industriales* (cordons industriels) chiliens peu de temps avant, même si ces derniers avaient atteint un niveau d'organisation et de développement supérieur. Organisées autour de plus de 130 sections syndicales ou unions locales du Grand Buenos Aires, de la capitale, de Córdoba ou de Rosario, elles constituent l'aile marchante du mouvement de pression qui permet d'imposer la grève générale des 7 et 8 juillet qui finit par gagner et empêcher la mise en place du plan Rodrigo. La détermination de la classe ouvrière force également la démission de Lopez Rega, principal représentant de la droite péroniste au sein du gouvernement et instigateur – avec le blanc-seing de Perón – de la Triple A.

Dans ce contexte, le péronisme et la bureaucratie syndicale ne parviennent plus à canaliser la montée ouvrière. Dans les journaux, la bourgeoisie commence à parler de «soviétisation» de l'Argentine, en faisant référence aux *coordinadoras*, et Ricardo Balbin, leader du parti radical, affirme après la grève générale de 1975 qu'il faut «*en finir avec la guérilla d'usine*». C'est à ce moment-là que la haute bourgeoisie décide de préparer le coup d'Etat.

L'OBJECTIF DES MILITAIRES : EN FINIR AVEC L'INSUBORDINATION OUVRIÈRE

Au rebours du discours qui cherche à présenter les événements comme un simple affrontement entre la guérilla et les forces de répression de l'Etat, le coup d'Etat militaire a eu comme objectif de mettre au pas l'avant-garde ouvrière. La bourgeoisie a alors décidé de mettre en place le terrorisme d'Etat à une échelle nouvelle, de massacrer toute une génération militante afin de couper court à l'expérience d'auto-or-

ganisation de la classe ouvrière et d'imposer un plan économique d'attaques contre les travailleurs et les secteurs populaires.

Cela préfigurait la période néolibérale, dont les mesures les plus importantes et déterminantes furent imposées sous les gouvernements démocratiques ayant succédé aux juntes militaires, d'abord le gouvernement Alfonsín, du parti radical (1983-89), puis le gouvernement Menem, péroniste de droite néolibérale (1989-1999).

Cette période restera gravée dans le marbre de l'histoire du mouvement ouvrier et du mouvement révolutionnaire. Des tendances à la guerre civile se manifestaient sur deux plans : d'un côté, l'action directe des masses travailleuses et leur auto-organisation ; de l'autre, la contre-révolution incarnée par la Triple A et la répression brutale de l'Etat. La question du pouvoir était clairement posée.

Pour les générations militantes qui cherchent à se battre aujourd'hui, il est indispensable d'apporter une réponse

autres n'ont pas permis qu'il en soit autrement. Ceux qui défendaient la guérilla pensaient que la question du pouvoir pouvait se résoudre uniquement à partir de la question militaire et ont fait le choix de construire des organisations politico-militaires, très présentes pour certaines dans les principales usines du pays, mais agissant en substitution au monde du travail dans son ensemble.

D'un autre côté, certains ne pensaient pas qu'il était possible de disputer la direction politique de la classe ouvrière et de la jeunesse au péronisme ; à l'image de Tosco, l'un des principaux dirigeants de l'avant-garde ouvrière, qui rejeta l'idée de faire partie de cette aile marchante pro-indépendance de classe, quand celle-ci aurait pu défendre une candidature indépendante de la classe ouvrière aux élections de mai puis de septembre 1973 et, surtout, structurer un premier mouvement de coordination des luttes à partir d'avril 1974. Alors qu'il y avait un enjeu important à permettre aux masses de faire l'expérience de leur direction péroniste, à



Dans une assemblée des ouvriers de Villa Constitución (1975). DR.

sur les raisons de la défaite. Malgré la période d'insubordination ouvrière, les innombrables grèves, occupations d'usines et soulèvements populaires, malgré les *coordinadoras* et l'existence d'une large avant-garde ouvrière qui voulait en finir avec le capitalisme, il n'a pas été possible de gagner face à des classes dominantes prêtes à tout pour perpétuer leur domination.

Les choix stratégiques des uns et des

leur proposer d'avancer dans la construction de leur propre parti et de développer les organismes de double pouvoir – une tendance bien réelle qui s'était cristallisée autour des *coordinadoras*. □

¹ Pour une étude plus approfondie, nous renvoyons à l'ouvrage de recherche de F. Aguirre et R. Werner, «*Insurgencia obrera en la Argentina: 1969-1976*», ainsi qu'à l'excellent documentaire, disponible en ligne, «*Memoria para reincidentes*».

ARGENTINE 1976-1983

«Luttons pour qu'ils s'en aillent!» Comment le mouvement ouvrier a affronté la dictature

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

C'est une réalité peu connue en Europe: les luttes du mouvement ouvrier ont été non seulement la cause première du coup d'Etat de 1976, mais aussi un facteur essentiel de la chute de la dictature militaire, sept années plus tard.

Le principal acteur de la montée des luttes de l'après 1968 a été en Argentine une avant-garde ouvrière classiste et combative, indépendante de la bureaucratie syndicale péroniste. Pendant toute l'année 1969, un soulèvement ouvrier d'une radicalité inédite s'est développé face à la dictature du général Onganía dans les principaux centres urbains de «l'intérieur» (régions) du pays, Tucumán, Rosario et Córdoba. Le «Córdobazo», notamment, tint l'armée en haleine pendant des jours. Ses 16 morts et plus de 2000 emprisonnés signifièrent le début de la fin de cette dictature.

Le retour et la réélection de Perón, en 1973, ne mirent pas fin aux mobilisations, qui se combinèrent alors avec les actions de guérilla des Montoneros (gauche péroniste) et de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple). Le gouvernement utilisa les actions de la guérilla, coupées de la masse des travailleurs, pour justifier sa répression brutale de l'avant-garde ouvrière.

Dans un contexte de forte crise économique, sociale et politique, les principaux secteurs de la vieille oligarchie argentine optèrent alors pour la solution du coup d'Etat afin de museler et fragmenter le mouvement ouvrier. L'Argentine (comme un peu plus tôt le Chili) devint un banc d'essai des théories néolibérales. La politique économique du gouvernement militaire s'est basée sur l'ouverture du pays au capital étranger et la libéralisation du marché des capitaux. Ses conséquences ont été la désindustrialisation, la hausse du chômage et un développement exponentiel de la dette extérieure.

LA SAINTE-ALLIANCE DU PATRONAT, DE L'ARMÉE ET DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Si le soutien politique au «Processus de réorganisation nationale» provenait pour l'essentiel de Washington, le savoir-faire répressif a été le produit de quinze années d'accords militaires avec les gouvernements français. Les militaires argentins avaient été entraînés à l'École de guerre par les futurs membres de l'OAS, parmi eux le général Aussaresses, tortionnaire du peuple algérien. Toutes les méthodes de la guerre d'Algérie ont été appliquées en Argentine: usage systématique de la torture, disparition forcée de dirigeants politiques, syndicaux et étudiants – y compris des femmes enceintes dont les bébés, nés en captivité, furent ensuite remis comme butin de guerre à de «bonnes familles».

Les militaires eurent pour alliés de grandes entreprises impérialistes – comme Ford et Mercedes Benz – ainsi que leurs associés nationaux. Ces entreprises transmettaient à l'Etat des listes de délégués syndicaux et de travailleurs «problématiques», tout en lui fournissant des véhicules, de l'argent, du personnel, un libre accès à leurs usines et des infrastructures pour détenir et torturer les suspects. Il s'agissait de briser les solidarités de classe et de détruire tout germe d'auto-organisation ouvrière. De son côté, l'Église catholique fournit les aumôniers qui assistaient aux séances de torture en bénissant les tortionnaires.

La répression physique se doubla d'une répression légale. La CGT et de nombreux syndicats firent l'objet d'«interventions» de l'armée, le droit de grève fut suspendu et on autorisa les licenciements de fonctionnaires. Le contrat de travail fut modi-

fié au détriment des travailleurs, et les régimes spéciaux supprimés. Toute contestation fut considérée comme de la «subversion».

LA RÉSISTANCE OUVRIÈRE

Face au coup d'Etat, la bureaucratie syndicale péroniste s'est divisée entre ceux qui ont simplement collaboré et ceux qui ont joué les conseillers de la dictature. Les travailleurs en ont été réduits à résister de façon moléculaire et dispersée à partir de leurs lieux de travail. Ils ont combiné les méthodes de la résistance péroniste des années 1950 – sabotage et «grève du zèle» – avec des mesures nouvelles telles que le «travail dans la tristesse»², ou le fait d'entonner l'hymne national pour dissuader l'armée de pénétrer dans l'usine.

En avril 1976, la junte militaire intervint dans le syndicat de l'électricité, en réduisant les salaires et en licenciant plus de 200 travailleurs dont le dirigeant du syndicat, Oscar Smith. Grèves sur le tas, travail «dans la tristesse» et sabotages commencèrent en octobre 1976, pour ne s'arrêter qu'en mars 1977, lors de la séquestration de Smith.

Septembre et octobre 1976 virent l'entrée en grève des dockers, des ouvriers de Ford, Renault, General Motors et Fiat, tandis que les actions de sabotage se multipliaient. A la fin de l'année, Renault annonçait que sa production avait chuté de 85%, et General Motors que 25% de ses automobiles sortaient défectueuses de la chaîne de production. L'entreprise sidé-



urgique Dalmine reconnaissait que 30% de ses tôles présentaient des fissures.

En 1977, les grèves s'étendirent à tout le pays. A Rosario, on assista à une convergence des ouvriers de l'industrie et des travailleurs de la campagne. A Rosario, la grève sur le tas des travailleurs de IKA-Renault fut durement réprimée, avec quatre morts. En septembre, les grèves touchaient 21 secteurs d'activité. Aucune de ces actions ne se mena dans un cadre syndical, qu'il soit national ou provincial : les travailleurs entraient en lutte seuls.

LA «CONTRE-RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE»

En janvier 1977, la prise de fonctions de Carter à la présidence des Etats-Unis en-



« Pain, paix et travail » : la manifestation syndicale du 30 mars 1982. DR.

traîna un tournant dans la politique extérieure US. Convaincue que les travailleurs se résigneraient à la misère en échange de libertés démocratiques formelles, l'administration Carter lança une politique de « contre-révolution démocratique ». Elle fut soutenue dans cette voie par l'Eglise catholique, la social-démocratie et la démocratie-chrétienne européennes, mais aussi le stalinisme et les directions guérilléristes d'Amérique latine. Le programme de cette autre « sainte-alliance » était d'obtenir la paix sociale à travers une sortie négociée des dictatures militaires, vers une démocratie bourgeoise respectant les droits de l'homme.

Dès lors, les pressions commencèrent sur le « processus ». Patricia Derian, nommée par Carter au poste de coordinatrice des droits de l'homme, envoya à Buenos Aires son collaborateur Tex Harris, qui rédigea aussitôt des rapports alarmants. En août 1977, Derian s'entretint avec les principaux dirigeants du « processus », ainsi qu'avec les

organismes de défense des droits de l'homme. Carter rencontra un peu plus tard Videla qui lui promit, en échange de prêts, la libération de 4000 prisonniers politiques et la fin des disparitions.

Mais un an après, même si le nombre des disparitions avait commencé à diminuer, la plupart des prisonniers politiques étaient toujours en prison. En septembre 1978, Videla accepta le principe d'une visite de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), qui ne se concrétisa cependant qu'un an plus tard. Ses répercussions furent alors considérables. Les généraux durent reconnaître l'existence des disparus et le fait qu'ils les avaient assassinés. A partir de là, le nombre des disparitions diminua et des centaines d'emprisonnés furent relâchés.

DES LUTTES OUVRIÈRES INCESSANTES

La situation des travailleurs ne cessait de se détériorer, entraînant un accroissement des

luttés. Selon la revue Mercado, il y eut 1300 conflits en octobre 1978 dans la seule province de Buenos Aires. Le 27 janvier 1979 se déroula la première occupation d'usine depuis 1976. Au cours des dix premiers mois de 1979, 500 000 journées individuelles de travail furent perdues pour faits de grève. Un secteur de la bureaucratie appela pour le 27 avril de la même année à la première grève générale sous la dictature, tout en évoquant « les liens d'amitié qui unissent au peuple les Forces armées de la Nation » : la grève fut suivie par 40% des travailleurs.

Les occupations d'usine, les grèves appelées par des coordinations ouvrières clandestines dans le métro, chez les marins, les travailleurs de l'Etat et dans les transports, continuèrent en 1980. La méthode privilégiée était celle de la « grève surprise », une action de courte durée mais d'une grande efficacité. Convoquée par une fraction de la CGT (la « CGT Brésil », du nom de la rue où elle avait son siège), la grève générale de juillet 1981 fut un succès. Le 7 novembre fut

organisée une grève avec un rassemblement devant l'église de San Cayetano, sous le mot d'ordre « pain, paix et travail » : la cérémonie officielle qui avait été prévue se transforma en un meeting antigouvernemental de 20 000 personnes, durement réprimé.

Les grèves appelées par le même secteur de la CGT se succédèrent pour culminer, le 30 mars 1982, dans une journée de protestation étendue à tout le pays, avec à Buenos Aires un rassemblement Place de Mai (devant le siège du gouvernement). Scandant « la dictature militaire va s'achever » et « luttons pour qu'ils s'en aillent », les travailleurs firent face à la police qui tentait de les empêcher d'accéder à la place, en formant des petits groupes qui se dispersaient rapidement et désorientaient les forces de répression. Les employés travaillant dans cette zone lançaient des projectiles sur la police depuis les fenêtres de leurs bureaux. Les affrontements durèrent trois heures. Il y eut dans tout le pays un mort, 2500 blessés et 4000 détenus.

Acculée par le mouvement de masse, la dictature chercha alors une échappatoire en envahissant les îles Malouines, la vieille enclave coloniale britannique située au large du pays, sur le plateau continental argentin.

La défaite de l'armée argentine aux Malouines a servi de catalyseur dans une situation qui était devenue pour la dictature de plus en plus intenable, avec la multiplication des actions de protestations des travailleurs et le combat inlassable des organismes des droits de l'homme. S'il faut souligner une faiblesse de l'avant-garde ouvrière de cette époque, c'est d'ailleurs de ne pas avoir réussi à unifier sa mobilisation avec celle de ces organismes, alors que ce sont justement les travailleurs qui subissaient le plus gros de la répression.

Mais l'isolement des luttes ouvrières et leur déficit d'organisation n'ont pas permis une telle convergence. Il reste que, comme l'a écrit Sabrina Rios, l'action des travailleurs « a constitué la base matérielle de la chute du régime militaire instauré en 1976, en poussant les autres secteurs sociaux à se dresser contre le gouvernement militaire et en rendant impossible, durant toute cette période, l'instauration du consensus social qui aurait été nécessaire à la survie du régime. »³ □

1 Branche armée du PRT, Parti révolutionnaire des travailleurs, qui décida cette même année de se désaffilier de la Quatrième Internationale (secrétariat unifié) dont il était jusqu'alors la section argentine.

2 Lorsque l'armée intervenait pour les obliger à travailler, les travailleurs répondaient « nous sommes tristes parce que nos camarades ont été licenciés » ou « parce que nous n'avons pas touché notre salaire ».

3 « El movimiento obrero durante la última dictadura militar, 1976-1983 » Sabrina Yael Rios, Université nationale de General Sarmiento, pages 14-15.

APRÈS LA CHUTE DE LA DICTATURE

«Ni oubli, ni pardon» :

un combat incessant et en partie victorieux

PAR MARCELO NEUESTERN

L'Argentine offre un exemple unique : 40 ans après le dernier coup d'Etat militaire, les chefs de la dictature et beaucoup de ses principaux tortionnaires sont en prison, où certains sont déjà morts. C'est que la lutte contre les « militaires assassins » et pour leur « jugement et châtement » sans qu'il y ait « ni oubli pardon » est devenue massive, profondément enracinée et soutenue par la majorité de la population.

Deux jours après la victoire du candidat conservateur, Mauricio Macri, à l'élection présidentielle du 22 novembre dernier, le quotidien *La Nación*, porte-voix le plus autorisé de la bourgeoisie, publiait un éditorial où il demandait qu'on en finisse avec les procès contre les militaires de la dictature. Au même moment, une assemblée générale du personnel de ce journal critiquait publiquement sa direction, en demandant un démenti. Cette première expression de résistance au nouveau gouvernement montrait surtout la place qu'occupe au sein de la population la lutte pour le « jugement et châtement de tous les coupables de la répression » et les difficultés que rencontre la bourgeoisie pour clore ce chapitre.

L'Amérique latine a connu alors de nombreux coups d'Etat et dictatures militaires, mais l'Argentine a été le seul de ses pays où l'ensemble des responsables de la dictature ont été traînés en procès. Celui-ci s'est tenu entre avril et décembre 1985, sous le gouvernement du président Raul Alfonsín, du Parti radical.

La répression impitoyable de la dictature visait à exterminer toute une génération de militants politiques et ouvriers, afin de clore la période ouverte par le *Cordobazo* de 1969. Le coup d'Etat avait été soutenu par les forces impérialistes, l'ensemble des fractions de la bourgeoisie, tous les partis institutionnels et y compris... le Parti communiste. Mais sept années plus tard, la situation avait changé.

LA CHUTE DE LA DICTATURE ET ALFONSÍN

Malgré la répression, la mobilisation pour

les disparus a pris une dimension impressionnante grâce à l'héroïsme des militants et militantes des organismes des droits de l'homme. Les grèves se développent, la situation économique se détériore gravement, l'impérialisme US s'est retourné, la dictature a échoué aux Malouines. C'est dans ces conditions qu'elle organise avec la *Multipartidaria* (les partis institutionnels et le PC) une « transition pacifique » qui débouche sur les élections du 12 octobre 1983. La victoire de Raul Alfonsín signe alors la première défaite électorale nationale du péronisme, qui apparaît comme le plus compromis avec la dictature.

Les objectifs du nouveau gouvernement sont clairs : assurer la continuité de l'Etat et de son personnel, respecter ses engagements internationaux, dont le paiement de la dette. Le sort des généraux concentrait toute l'attention. La dictature s'était déclarée elle-même une amnistie mais la mobilisation et la haine de la population obligent Alfonsín à l'annuler, à constituer une commission de recherche de la vérité et à promettre le jugement des tortionnaires.

Alfonsín veut que les militaires soient jugés par leurs pairs mais cette tentative échoue. La hiérarchie militaire elle-même est amenée à refuser. La Commission nationale sur la disparition des personnes (CONADEP) est formée en avril 1984 sous la présidence de l'écrivain Ernesto Sábato, qui avait soutenu le coup d'Etat, et avec une combinaison calculée des militants des droits de l'homme et de personnalités étrangères à la lutte démocratique. La CONADEP produit un rapport intitulé *Nunca Más* (Jamais plus), qui commence par dire : « Durant la

décennie 1970, l'Argentine a été secouée par la terreur qui avait comme origine aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche ». C'est la théorie officielle « *de los dos demonios* » (des deux démons) qui met sur le même plan le terrorisme d'Etat et les actions de la guérilla.

LE PROCÈS DES JUNTAS MILITAIRES

Le rapport, distribué massivement, provoque néanmoins un ébranlement. Il recense 9000 disparus et identifie 700 gradés directement impliqués dans la répression. Sa remise officielle au président, le 20 septembre 1984, donne lieu à une manifestation à Buenos Aires de 70 000 personnes exigeant « jugement et châtement », à l'opposé de toute démonstration de soutien au gouvernement. Contraint de changer de politique, celui-ci décide que les membres des juntas militaires qui se sont succédé seront finalement jugés par la justice ordinaire.

Il vise alors plusieurs buts ; ne pas mettre en cause les gouvernements péronistes d'avant la dictature, qui avaient mis en place la sinistre Triple A – l'organisation paramilitaire ayant assassiné des centaines de militants ; éviter un « procès politique » de la dictature (du type Nuremberg) parce que ce serait faire le procès de l'ensemble de la classe capitaliste et de l'impérialisme, des corps constitués, de l'Eglise, du personnel politique et de la bureaucratie syndicale. Il ne faut donc juger que quelques mi-



litaires, sans toucher aux milliers de gradés assassins et de membres des bandes armées qui ont torturé, violé, assassiné et fait disparaître des dizaines de milliers de personnes. Une question cruciale est que l'on n'a jamais recherché les archives militaires ou civiles sur la répression.

Le procès commence en avril 1985 et la sentence est prononcée en décembre. Pendant ces huit mois, les crimes de la dictature et la question des disparus font chaque jour la une de la presse, la haine envers les militaires se répand et s'empare de la majorité de la population. Mais selon le jugement qui est rendu, si des crimes horribles ont bien été commis il n'y aurait pas eu un plan d'extermination constituant un objectif central du régime militaire. Le tribunal explique que les juntas avaient effectivement un plan criminel mais que chaque branche des Forces armées l'avait exécuté de façon séparée. Les deux premières juntas sont condamnées mais la troisième est absoute et la quatrième n'est même pas jugée. Cette mise en scène est destinée à sauver tout ce qui peut l'être, à travers la condamnation à la prison de quelques généraux exécrés.

«POINT FINAL» ET AMNISTIE...

Dans les années allant jusqu'à la fin de la présidence Alfonsín, le Congrès des députés approuve en 1986 la loi du «*Punto final*» (Point final) empêchant tout nouveau procès, et en 1987, suite à un soulèvement militaire, celle de l'«*Obediencia debida*» (obéissance due) qui exonère la chaîne militaire de toute responsabilité au motif qu'elle n'avait fait que suivre des ordres. Le gouvernement péroniste de Menem va ensuite plus loin en décrétant, en 1989-1990, l'amnistie des généraux condamnés... ainsi que des dirigeants de la guérilla péroniste des Montoneros.

Le combat pour le «*jugement et châtement*» des «*génocidaires*» devient alors un axe permanent des luttes populaires. Il contraint les gouvernements successifs à une série de manœuvres et parfois à des concessions, en devenant également un terrain de délimitation entre militants et organisations. Chaque année, les manifestations du 24 mars (jour anniversaire du coup d'Etat de 1976) réunissent des foules avec des slogans de plus en plus radicaux : contre la dictature et les militaires, mais aussi contre la conciliation d'Alfonsín, contre l'amnistie de Menem, contre l'impérialisme, contre le paiement de la dette, en défense des luttes syndicales et populaires dans leur ensemble.

...BALAYÉS APRÈS 2003

Le soulèvement populaire de décembre 2001 donne une nouvelle impulsion à ces mobilisations, d'autant que la période 2001-2003 connaît elle aussi des répressions sanglantes, comme celle du Pont Pueyredón conduisant à l'assassinat par balles de Maxi

1985, les chefs de la dictature militaire en procès. DR.



Kosteki et Dario Santillán, en juin 2002 sous le gouvernement de Duhalde. Le mouvement pour le «*jugement et châtement*» ren contre les nouvelles expressions du mouvement ouvrier, de la jeunesse et des quartiers : les occupations d'usines, les assemblées populaires, les syndicats combattifs, les mouvements de chômeurs («*piqueteros*»). Sous cette pression et pour se donner une image populaire de défenseur des droits de l'homme, le gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007) change de cap. Le parlement annule les lois d'Alfonsín et l'amnistie de Menem est effacée. Les procès reprennent. Une série de mesures symboliques sont prises, comme le décrochage des portraits des présidents de la dictature et la création de lieux de mémoire. Des organisations qui ont lutté contre la répression dictatoriale, comme les Mères de la Place de Mai, sont cooptées et financées par l'Etat, se transformant en portevoix du gouvernement. Les Mères et le gouvernement essayent de diviser les mobilisations du 24 mars en organisant leurs propres rassemblements, mais leur succès reste très mitigé. Depuis, on a enregistré près de 600 condamnations par la justice et en 2016, 16 jugements devraient aboutir avec peut-être quelque 280 nouvelles condamnations. 200

responsables de la dictature et agents de la répression demeurent aujourd'hui en prison.

UNE QUESTION TOUJOURS ACTUELLE

Comme pour l'ensemble des gouvernements depuis 1983, la préoccupation fondamentale des Kirchner a cependant été de protéger l'appareil d'Etat et les appareils de répression. Les procès sont toujours individuels, lents, tardifs, sans verdicts de nature politique et avec des juges et procureurs corrompus. Les archives continuent d'être fermées, les preuves doivent être réunies à partir de témoignages alors que la majorité des victimes n'est plus là pour le faire. Les services de renseignement et les appareils clandestins ont connu un nouvel essor. En 2013, la présidente Cristina Kirchner a nommé pour la première fois un ancien responsable de la répression, le général Milani, comme commandant en chef de l'armée de terre. On a créé un secrétariat de Etat à la sécurité pour réprimer les manifestations et les grèves. Les gouvernements Kirchner ont défendu à nouveau le rapprochement entre le peuple et les Forces armées.

La mobilisation populaire n'a pas connu de recul significatif et est parvenue à garder son indépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat. De nouvelles formes d'expression comme les «*escrachés*» (actions directes devant les domiciles de ceux que l'on veut dénoncer) sont apparues. Le collectif «*Memoria, Verdad y Justicia*» (Mémoire, vérité et justice) a continué à organiser chaque année les manifestations sur la place de Mai pour le «*jugement et châtement*». Il se mobilise également contre la répression d'Etat, comme lors de la disparition en 2006 de Julio Lopez (un témoin clé dans un procès) ou l'assassinat de Mariano Ferreira (un militant cheminot du Parti ouvrier) par la bureaucratie syndicale avec la complicité de la police. Les partis membres du FIT (Front de la gauche et des travailleurs) sont partie prenante de cette continuité de la lutte populaire, à côté d'autres organisations militantes.

Avec leurs propres méthodes et politique, les gouvernements Kirchner (2003-2015) ont perpétué une tendance de fond de la classe dominante argentine : préserver, développer, fortifier l'appareil de répression. Le gouvernement actuel de Macri sera encore plus direct. La lutte pour le «*jugement et le châtement*» et contre la répression sont à nouveau aujourd'hui un moteur de l'affrontement entre d'un côté le mouvement ouvrier, la jeunesse et la population, de l'autre les possédants et le gouvernement. □

Y a-t-il un Corbyn ou Sanders dans la salle ?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Les débats autour de la proposition de « primaire à gauche » ont peu de chances de déboucher sur quelque chose de tangible. Ils illustrent surtout l'affaiblissement considérable et le rejet croissant du gouvernement de Hollande et Valls.

La V^e République a eu dès l'origine des traits antidémocratiques extrêmement marqués, mais ceux-ci ont été encore accentués en 2000-2001 : la décision prise alors d'inverser le calendrier électoral, venant après celle de réduire le mandat présidentiel pour le faire coïncider avec celui des députés, a renforcé davantage les pouvoirs élyséens. On l'a constaté en 2002, 2007 et 2012, les élections législatives sont devenues une sorte de formalité à travers laquelle les électeurs se trouvent simplement invités à confirmer leur choix fait quelques semaines plus tôt.

Les autres pays d'Europe de l'ouest disposent tous de régimes parlementaires, où les députés sont le plus souvent élus avec des formes de proportionnelle. Aux États-Unis, la Maison blanche peut voir son action entravée par des contre-pouvoirs institutionnels – de la Chambre des représentants, renouvelée par moitié tous les deux ans, à la Cour suprême en passant par le Sénat et les États. Rien de tel ici, où les pouvoirs du président sont ceux d'un monarque républicain quasi absolu. Ironie de l'histoire, c'est grâce à un premier ministre « socialiste » (Lionel Jospin, responsable de la loi sur l'inversion des scrutins) que la France est devenue la « démocratie libérale occidentale »... la moins démocratique de toutes.

EVITER UN « 21 AVRIL BIS »...

ÉVITER HOLLANDE ?

C'est dans ce cadre imposé, qui voit l'élection présidentielle polariser et déterminer toute la vie politique, qu'une dizaine de personnalités (dont une députée du PS et un responsable d'EELV) ont lancé le 11 janvier dans *Libération* un appel à « une grande primaire des gauches et des écologistes ».

Le texte en appelle d'abord à la démocratie (« nous voulons collectivement choisir notre candidat et non pas qu'il nous soit imposé par en haut, sans débat, sans préparation collective »), avec parfois des accents de type Podemos (« les citoyens sont en état de légitime défiance vis-à-vis de la politique. Son person-

nel devient synonyme de caste et d'oligarchie. Son action est perçue comme impuissante, voire comme corrompue et soumise à des intérêts corporatistes ou particuliers »)¹.

Le premier objectif est de prévenir un « 21 avril bis », sous la forme d'un second tour opposant le candidat issu de la primaire de la droite à Marine Le Pen. Pour cela, il faut parvenir à une candidature unique rassemblant l'ensemble de la gauche et des écologistes, car « nos concitoyens sont nombreux à s'abstenir aux élections, quand ils ne s'abandonnent pas aux promesses insensées et au discours de haine du Front national (...) l'arrivée au pouvoir du Front national serait une catastrophe et le retour de Les Républicains ne nous sortirait pas de l'impasse. Nous avons une conviction : la primaire des gauches et des écologistes est la condition sine qua non pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle (...) »

Mais l'appel comporte un autre aspect. Sans écarter formellement une nouvelle candidature de Hollande, et encore moins assumer une rupture avec le PS, les auteurs se livrent à une charge à peine voilée contre la politique menée depuis 2012 – et celui qui l'a dirigée : « la confusion du reste de la droite et d'une partie croissante de la gauche est manifeste, au point de mettre en cause les valeurs humanistes et les droits humains qui fondent la République. Le projet de déchéance de la nationalité est injustifiable, et l'instrumentalisation de la Constitution à des fins tacticiennes constitue une rupture démocratique majeure (...) aujourd'hui comme hier, les gouvernements s'arc-boutent sur des modèles destructeurs, plutôt que de lutter contre les inégalités sociales, les discriminations, la dégradation de l'environnement et l'affaiblissement de la démocratie (...) En 2011 (...) l'exercice devenu plébiscite a produit un super-candidat qui s'est affranchi de toute responsabilité envers les citoyens mobilisés derrière lui. La primaire de 2016 doit éviter ce risque de dérive (...) »

DES RÉACTIONS ET OBJECTIFS... DIVERS

Des soutiens du gouvernement jusqu'aux réformistes antilibéraux, toutes les forces

de la gauche institutionnelle ont réagi à cette proposition. Avant même qu'elle ne soit rendue publique, elle avait été au centre d'une « réunion au sommet » organisée par les directions du (mal en point si ce n'est moribond) Front de gauche. *Le Monde* en avait rendu compte dans son édition du 23 janvier, sous le titre « Mélenchon peaufine sa candidature pour 2017 ».

C'est précisément le premier obstacle en travers de la « primaire à gauche » : le chef du PG, soutenu par l'ensemble de la direction de son parti, a annoncé qu'il sera dans tous les cas candidat et ne se soumettra donc pas à une telle procédure. Sa campagne est même déjà engagée car, fort de ses 10% de voix en 2012, il est le candidat naturel de « la France insoumise, le peuple souverain » (slogan de son site, jlm2017).

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est en revanche déclaré favorable à la primaire, sur l'orientation traditionnelle de son parti qui vise à infléchir la politique du PS en tentant de la ramener vers la gauche : « il faut un candidat dans lequel se reconnaissent les socialistes, les écologistes, les gens du Front de gauche, les communistes, qui soit un véritable candidat de gauche », affirmait-il le 7 janvier dans des propos rapportés par l'AFP ; en soulignant à propos de Hollande que « son programme actuel, le programme qu'il met en oeuvre tous les jours, n'est pas un programme de gauche » (on notera le « actuel »).

Cette position, qui laisse entendre que le PCF accepterait de participer à une élection primaire avec le PS, a cependant provoqué des remous au sein de ce parti. Par la suite, le secrétaire national a infléchi sa position, en affirmant que la primaire devrait être précédée d'un « débat », débouchant sur la définition d'un « socle commun », comme conditions préalables au choix d'un candidat -- tout en en profitant pour inviter Jean-Luc Mélenchon à revenir à un « choix collectif » (*L'Humanité*, 23 février).



Laurent rejoint ainsi ceux des dirigeants d'Ensemble qui se sont prononcés en faveur de la primaire tout en y écartant la participation de Hollande ou Valls. A l'instar de la porte-parole du mouvement, Clémentine Autain, qui appelle à se «*fédérer dans un cadre inédit, capable de jeter les bases d'un projet commun pour une gauche du XXI^e siècle, d'enclencher un processus de refondation*» sur la base d'un «*socle commun à des forces aujourd'hui éclatées, allant de la gauche du PS à certains militants du NPA, du Front de gauche à de larges franges d'EE-LV*» (Libération, 28 janvier). Le député d'Ensemble en Seine-Saint-Denis, François Asensi (l'un des votants de l'état d'urgence), se déclare pour sa part favorable à la constitution d'un nouveau «*front populaire*».

Du côté du PS, ce qui prédomine est l'embarras. D'autant que Hollande n'a toujours pas dit s'il sera candidat à sa propre succession et affirme qu'il pourrait ne se décider qu'en... février 2017, soit à trois mois de l'échéance. Le premier secrétaire, Cambadélis, avait déclaré d'emblée que «*soit c'est la primaire de toute la gauche, de Macron à Mélenchon – et c'est la seule qui fonctionne, qui permet de gagner l'élection – ; soit c'est une primaire qui départage Pierre Laurent, Jean-Luc Mélenchon et Cécile Duflot et vous comprendrez que les socialistes n'en soient pas.*» La direction du PS semble, à ce jour, se tenir à ce positionnement.

Elle vient cependant de recevoir un coup majeur avec la spectaculaire prise de distance de Martine Aubry, accompagnée de ses principaux lieutenants et de Benoît Hamon, venant après la publication de l'avant-projet de loi El Khomri dont l'objectif est de détruire des acquis majeurs consignés dans le code du travail. L'évolution de ces dirigeants socialistes répond à l'évidence à des calculs d'appareil, mais elle est avant tout une conséquence du rejet et de l'opposition qui grondent et croissent dans la classe ouvrière et la jeunesse, face à un gouvernement dont la politique s'éloigne

même du social-libéralisme pour s'apparenter de plus en plus à une forme de néoconservatisme.

Le passage d'Aubry et consort à une quasi «*opposition de gauche*» a eu pour corollaire leur prise de position en faveur de la

l'élection interne à la direction du Parti travailliste britannique, ainsi que de Bernie Sanders, qui parvient à concurrencer Hillary Clinton dans la course à la nomination présidentielle du Parti démocrate US. Mais la configuration des forces politiques

en France est très différente de celle de ces deux pays.

En dépit de sa dérive blairiste, le Labour avait conservé une place particulière du fait de son lien organique maintenu avec les syndicats. Aux Etats-Unis, dans le cadre du bipartisme qui régit toute la vie politique, le Parti démocrate, quand bien même sa politique est depuis des temps immémoriaux totalement pro-business et impérialiste, reste considéré par de larges secteurs du salariat et de la société comme un vecteur possible de leurs aspirations.

Ici, malgré la polarisation bipartite à laquelle poussent les institutions, une série de formations politiques issues des luttes et traditions du mouvement ouvrier – principalement d'origine stalinienne, social-démocrate et trotskyste – ont pignon sur rue. Et, comme beaucoup l'ont dit par ailleurs, la France reste par excellence un «*pays politique*». Avec les avantages (des forces structurées défendant des programmes) et les inconvénients (une spontanéité qui peut parfois en être bridée). Que l'on pense par exemple à la mobilisation qui démarre dans la jeunesse : elle n'a pas été initiée par une assemblée ou

coordination autonome ou indienne, mais par un front de 20 organisations politiques et syndicales.

Ce cumul de raisons justifie que la primaire de la gauche institutionnelle soit le dernier de nos soucis. Cela n'implique évidemment pas de se désintéresser des échéances électorales à venir. Le mouvement social qui se réactive nous indique la voie à y suivre : défendre ses revendications et aspirations, montrer les moyens de les réaliser – évidemment non institutionnels mais basés sur les luttes et l'organisation des exploités. □

1 S'agissant des institutions de la V^e République, la version longue de ce texte affirme qu'elles sont «inadaptées et sclérosées» tandis que la version courte (car il y en a deux!) proclame «nous refusons la paralysie de nos institutions». On y verra ou non une contradiction, le plus vraisemblable étant que les initiateurs ne savent pas bien eux-mêmes quoi en penser.

2,00 € Demain's Edition. N° 8073 LUNDI 11 JANVIER 2016 www.libération.fr

Libération

Thomas Piketty, Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot, Michel Wieviorka, Marie Desplechin, Romain Goupil... lancent un appel

POUR UNE PRIMAIRE À GAUCHE

«**Nous refusons la passivité face à l'abstention**, au vote Front national et à la droitisation de la société. Nous refusons les renoncements face aux inégalités sociales, à la dégradation environnementale, aux discriminations et à l'affaiblissement démocratique. Nous refusons la paralysie de nos institutions.

«**Nous n'acceptons pas que la menace du FN**, le risque terroriste et l'état d'urgence permanent servent de prétexte pour refuser de débattre des défis extraordinaires auxquels notre société est confrontée. Il n'y a pas de fatalité à l'impuissance politique. La France est riche de son énergie vitale et de ses talents qui aspirent à forger un avenir bienveillant. Nous voulons faire de la prochaine élection présidentielle la conclusion d'un débat approfondi qui est passionnément désiré et attendu dans le pays.

«**Nous voulons du contenu, des idées, des échanges** exigeants. Nous appelons à une grande primaire des gauches et des écologistes. Notre primaire est la condition sine qua non pour qu'un candidat représente ces forces à l'élection présidentielle en incarnant le projet positif dont la France a besoin pour sortir de l'impasse. Elle est l'opportunité de refonder notre démocratie. En signant cet appel, je m'engage à voter lors de la primaire des gauches et des écologistes. Je participerai dans la mesure du possible aux débats qui seront organisés pour la nourrir. Signez et faites signer, pour réanimer le débat politique, pour se réapproprier l'élection présidentielle, pour choisir notre candidat.e.»

DR. PAGES 2-3

primaire à gauche – toute la gauche y compris Hollande s'il se représente, sans que les dissidents du PS disent quel candidat ils défendraient alors. Quoi qu'il en soit, ce geste conforte une des motivations centrales des initiateurs de l'appel : la défiance envers Hollande-Valls et leur gouvernement.

PLACE À LA LUTTE DE CLASSE!

Entre le PS, l'opposition interne au PS, le PCF et le PG, sans parler d'une EE-LV tétanisée après la défection de sa secrétaire nationale, les désaccords (et les intérêts d'appareil qui les déterminent largement) sont si nombreux et profonds que l'on voit mal comment la proposition de primaire pourrait se concrétiser.

Celles et ceux qui militent pour elle s'inspirent souvent des exemples de Jeremy Corbyn, récent vainqueur surprise de

Notre-Dame-des-Landes : la bataille finale est engagée

PAR SANDRA CORMIER ET BERTRAND ACHEL

Ironie de l'histoire, c'est en plein coeur du ramdam de la COP21, en décembre dernier, qu'Ago-Vinci a exigé l'expulsion sans délai des paysans historiques de la Zad de Notre-Dame-des-Landes.

S'est alors ouvert un nouveau cycle dans l'histoire du mouvement : nouvel élan de mobilisations au plan régional et national, nouveaux projet alternatifs.

Le mouvement a fait encore une fois la démonstration de toute sa capacité à s'unir, à résister face à un gouvernement empêtré dans ses contradictions, de plus en plus soumis à la pression des futures échéances électorales. Un gouvernement à bout de souffle politiquement et dont le projet impromptu de referendum, loin de constituer pour lui un sauf-conduit, pourrait bien devenir le terreau de futures batailles dans le bocage.

Jusqu'à l'autonome dernier, le mouvement de contestation contre le projet d'aéroport semblait presque en sommeil. Le grand rassemblement militant de l'été 2015 avait pris un tour habituel. Mais les plus fidèles avait déjà pu noter, à ce moment, le succès du débat sur la stratégie du mouvement : paysans, zadistes et soutiens divers avaient débattu sous un chapiteau plein à craquer, quelques semaines avant que la justice ne rejette les recours environnementaux. Cette unité retrouvée – après les tensions nées de la répression féroce de la manifestation du 22 février 2014 – allait se concrétiser quelques mois plus tard lors des manifestations de la COP21.

LE RÉVEIL DE LA FORCE

Alors que le choc des attentats de Paris étouffait toute autre actualité, le gouvernement saisit le prétexte de sécurité publique pour interdire tout rassemblement public. Qu'à cela ne tienne : la manifestation prévue en vélos et tracteurs s'est élancée de Notre-Dame-des-Landes vers Paris. A chaque étape, policiers, gendarmes et préfets des divers départements lançaient menaces et interdictions, sans pour autant parvenir à stopper

les quelque 200 véhicules. Alors que partout ailleurs on s'en tenait à des rassemblements, le convoi rassembla sur son parcours d'innombrables soutiens. C'était un nouveau succès face à la répression, renforçant l'unité du mouvement malgré les divergences qui le traversent – des syndicalistes paysans aux autonomes et des militants d'EELV à ceux du NPA.¹

Succès qui préfigurait la mobilisation du 9 janvier : en quelques semaines, en réponse aux annonces d'expulsion des paysans historiques, le réseau des mouvements et comités de soutien de tout l'Ouest de la France s'est réactivé. 20 000 personnes ont bloqué le périphérique d'une de plus grandes villes de France, malgré les interdictions formelles de l'état d'urgence. Le mouvement qu'on croyait endormi est bien vivace, et prêt à agir.

Ce mouvement va également en s'élargissant. Au mouvement ouvrier d'abord. Nous l'avions noté en avril 2014², alors que les militant-e-s CGT commençaient à s'exprimer publiquement contre la répression. Un an plus tard, la CGT de l'aéroport Nantes-Atlantique s'opposait publiquement au projet, suivie de la fédération de Loire-Atlantique. En janvier dernier, un communiqué commun CGT-FSU-Solidaires s'opposait aux expulsions. Enfin, c'est la CGT du groupe Vinci qui s'est récemment exprimée pour refuser le projet.

Ces positions syndicales ont une importance majeure : elles s'attaquent à l'ultime argument des collectivités, les promesses de développement économique et de création d'emplois. Or c'est sans doute celui qui porte le plus dans les popula-

tions locales : l'urgence de la création d'emplois l'emporte largement sur le type de développement économique ou les choix environnementaux. Mais justement, l'étude de la CGT met à mal les promesses politiciennes. Sa conclusion nuancée – préférant le développement de l'aéroport actuel – appelle surtout à une nouvelle étude sur les avantages et inconvénients du transfert d'aéroport – étude par ailleurs entamée par les opposants au projet, qui ont réuni 150 personnes, professionnels ou militants, pour élaborer un renouvellement de l'aéroport actuel. Cette évolution des instances CGT signe un véritable retournement : la neutralité apparente de la CGT révélait son souci de création d'emplois (le plus grand mensonge des politiciens sur NDDL) mais aussi l'influence en son sein d'une partie de la direction du PCF local, arc-boutée sur son alliance historique avec le PS. Depuis, les lignes ont bougé même au PCF : des sections entières se prononcent contre NDDL, en Loire-Atlantique, en Vendée et dans le Morbihan.

On multiplierait à l'envi les signes de la généralisation de l'opposition au projet d'aéroport dans la population. Aux vagues déclarations du Pape durant la COP21 a répondu une pétition de 800 catholiques déclarés et des articles dans leur presse (La Vie catholique, dernière-ment). Sur l'aéroport (comme sur les migrants d'ailleurs) les gouvernements se sont aliénés une part de la majorité silencieuse, qui ne croit plus les institutions.

PROJET CONTRE PROJET... ZONE À DÉFENDRE !

La lutte de Notre-Dame-des-Landes est sans conteste emblématique, mais plus

que jamais elle met en exergue deux finalités: d'un côté un projet patronal et gouvernemental qui s'inscrit dans le plus pur esprit productiviste, avec à la clé destruction de terres agricoles, hyper-métropolisation des échanges, détournement d'argent public; de l'autre, le projet alternatif d'une autre utilisation de la terre, d'une autre agriculture, d'un autre système d'échange. Au-delà, deux idéologies sont en présence: l'appropriation capitaliste et sa voracité insatiable de spéculation, contre l'appropriation sociale qui défend que la terre appartient à celles et ceux qui la cultivent.

Cet aspect de la lutte a nettement progressé ces dernières années et finalement le mouvement, bien qu'ayant le nez dans l'urgence des expulsions et la gestion de l'immédiat, s'y inscrit plus que jamais.

De ce point de vue cette Zad que Vinci voulait détruire a ressurgi sous une forme beaucoup plus aboutie: un formidable espace de résistance et de projet alternatif, sous forme d'une commune libre; un espace où de nombreuses initiatives voient le jour – conserverie, boulangerie, laiterie biologique et autogérée – et où se construisent des convergences, des solidarités, à l'instar des productions destinées au soutien des migrants de Calais ou de Nantes. Lorsque nous parlons de zone à défendre nous parlons d'un mode de vie, d'une philosophie voire d'un autre modèle de société. C'est cela aussi que nous devons porter face à la désinformation, à la propagande gouvernementale.

Bien sûr nous n'entendons pas par là que le socialisme va éclore comme par magie dans le bocage nantais, entre autres parce qu'on ne peut faire l'économie d'une bataille centrale avec l'appareil d'Etat. Il reste que bien des aspects de la lutte de NDDL constituent autant de ferments de radicalisation et de politisation de la jeunesse, d'expériences à la fois de résistance et du fait qu'un autre monde est possible.

CONTRE LA RÉPUBLIQUE DU MENSONGE: BATAILLE DÉMOCRATIQUE DANS L'ESPACE MÉDIATIQUE

Né dans la Zad, le mouvement est désormais trop vaste pour se passer des médias de masse, et c'est dans l'espace médiatique que se déroule une grande partie de la bataille. Et parce qu'il dure depuis maintenant quarante ans, il sait aussi bien que les gouvernants utiliser le terrain médiatique. Face au monde opaque

des décisions économiques et politiques, le mouvement s'emploie à révéler la réalité – chaque révélation portant alors atteinte à la crédibilité des gouvernants. Mais l'essentiel n'est pas tant de trouver l'information que d'en faire la démonstration aux yeux de la population dans son ensemble.

Le mouvement s'est employé à étudier et contester sans relâche le « dossier » qui a permis la Déclaration d'utilité publique

réalité du projet NDDL: le nouvel aéroport serait plus petit que l'ancien, supposé saturé. Les dirigeants des compagnies aériennes locales ou internationales finissent par l'affirmer, le nouvel aéroport n'apporterait rien du point de vue commercial ou aérien. C'est même le patron de Vinci qui l'affirme: le transfert n'est « pas une réponse à des problèmes aéronautiques, mais un choix politique de développement du territoire ».



(DUP) de 2006. Mais ce que les militants savent depuis des lustres, il leur faut avant tout le montrer. Passons en revue l'utilité du projet d'aéroport, son impact environnemental et son intérêt économique.

Les limites de l'aéroport actuel, d'abord: le mouvement a amplement diffusé les comparaisons avec d'autres aéroports dans le monde, sans convaincre largement. Puis la

La biodiversité? On connaît depuis longtemps 109 espèces protégées menacées par le projet. Mais lorsque les naturalistes en lutte en profitent pour inventorier la biodiversité de la Zad, ils y découvrent cinq nouvelles espèces protégées, semant le doute sur le sérieux des études officielles. Ces cinq-là comptent plus médiatiquement que les 109 autres, d'autant que le magazine Science&Avenir, très peu politique, affirme

que la biodiversité de la Zad est désormais «une des mieux étudiées de France».

Manuel Valls affirmait il y a peu que la nécessaire protection de la zone Natura 2000 en bout de piste de l'aéroport actuel allait à l'encontre de son extension, mais l'argument avait déjà été réfuté par les conservateurs de cette zone, et une note récente de la DREAL (direction régionale de l'environnement), qui prend position pour le maintien de l'aéroport actuel, met en évidence ce mensonge d'Etat.

Comme ce sont les études économiques qui ont encore le plus de poids, la bataille d'image va se poursuivre principalement sur ce point. Un premier rapport mettait en doute l'étude économique de la DGAC (Direction générale de l'aviation civile), qui justifie encore la DUP; les opposants ont peu à peu obtenu la révélation des documents tenus secrets et tentent de montrer le bricolage des calculs. Les syndicats ont déjà fait part de leur incrédulité face aux promesses d'emploi: qu'une quelconque note interne surgisse, et la crédibilité de ces promesses pourrait être ruinée.

Mais l'essentiel de la bataille médiatique tourne autour de la répression policière. Face à face, un mouvement capable de résister à une intervention de 1000 policiers et gendarmes en 2012 et un Etat prêt à tout pour laver cet affront. L'Etat ne peut tolérer ce qu'il appelle une «zone de non-droit», où des «hordes de guérilleros zadistes» terroriseraient les populations. D'où la fabrique médiatique de la violence. Qu'un véhicule disparaisse, les zadistes l'auront dépouillé, qu'une manifestation survienne, et trois tags sur une vitrine se transforment en «saccage du centre-ville» de Rennes. D'où les appels du mouvement à manifester loin de ces pièges médiatiques. Sur le périphérique nantais bloqué par les manifestants le 9 janvier, c'est bien après la levée du blocage que les CRS sont intervenus contre les tracteurs, pour tenter de faire croire à la nécessité d'une intervention musclée et accréditer l'image de la violence du mouvement. Peine perdue, puisque les paysans ont pu déjouer le piège devant les caméras.

Des paysans justement, bien plus difficiles à incriminer médiatiquement que les autres occupants anonymes de la Zad: impossible de leur attribuer une image de «casseurs», de «chômeurs fainéants vivant aux crochets de la société». L'incrimination des écologistes radicaux est également à bout de souffle médiatique: après la mort de Rémi Fraysse sur la Zad de Sivens, les arrestations arbitraires de nombreux militants écologistes durant la COP21 ont immédiatement été perçues comme un ex-

cès de l'état d'urgence.

Puisque les arguments de fond en faveur de l'Etat sont en passe de s'écrouler, la bataille médiatique se déplace sur un autre terrain, celui de la démocratie. La gauche aux manettes de la Région n'était pas d'une grande finesse lorsqu'elle appelait à «karchériser les opposants», la droite n'est pas plus maligne: le conseil régional a payé des publicités pour une pétition demandant l'expulsion de la Zad, démontrant du même coup son mépris des citoyens qu'elle est censée représenter et son véritable objectif, non l'aéroport mais la Zad.

DE LA CACOPHONIE GOUVERNEMENTALE À LA PARODIE DÉMOCRATIQUE... SEULE LA LUTTE LES FERA PLIER!

Reculs et ressacs en cascade, on assiste depuis quelques mois à un florilège de déclarations contradictoires, qui rendent la lisibilité de la politique gouvernementale pour le moins complexe.

Même si on peut en déduire qu'en réalité, cette navigation à vue traduit le fait que le gouvernement lui-même n'a pas réellement de stratégie politique.

Notre-Dame-Des-Landes semble pourtant plus que jamais au cœur des enjeux de pouvoir, des marchandages et tractations en tout genre. Et le PS est sans doute encore en train de calculer le prix politique au sein de son électorat et de ses éventuels partenaires de la réalisation ou non de ce projet, notamment en vue des échéances électorales de 2017.

Depuis l'été dernier, via les déclarations répétées de la préfecture de Loire-Atlantique, l'Etat n'a cessé de brandir la menace d'une intervention policière sur la Zad, d'une expulsion imminente des habitant-e-s et occupant-e-s qui laissait à penser qu'une fenêtre de tir était ouverte entre janvier et mars. En décembre, les pressions d'AGO-Vinci pour exiger l'expulsion sans délai des paysans de la Zad aboutissaient à des référés à l'encontre des paysans historiques. C'était bien une rupture de l'accord scellé en 2012 avec le candidat Hollande, un accord arraché au prix d'une grève de la faim et qui stipulait qu'aucune expulsion ne devait intervenir avant la fin de toutes les procédures juridiques en cours. Prédominait un discours d'Etat qui évinçait la question du projet au nom de la restauration de l'état de droit et de l'évacuation de la Zad, alors même que les assignations à résidence frappaient particulièrement des militants écologistes radicaux.

Au même moment, le succès de la tracto-vélo marquait cependant le début d'une remobilisation de masse à l'échelle régionale et nationale. Cette remobilisation allait

brouiller et infléchir le discours d'un gouvernement à court de solution et de plus en plus dépendant du calendrier électoral. On entraina alors, début 2016, dans une nouvelle phase puisque l'exécutif semblait, par la voix de Ségolène Royal, indiquer qu'il n'y aurait pas d'évacuation par la force – ce qui implicitement peut signifier qu'il y aurait des négociations. Si l'on conjugue une telle annonce avec le jugement du 25 janvier qui confirme l'expropriation mais ne l'assortit d'aucune astreinte financière, nous voici dans une situation où l'occupation peut se poursuivre et le mouvement continuer à se structurer.

Le gouvernement vient finalement de livrer sa dernière trouvaille: un «référendum» comme ultime porte de salut, son unique possibilité de se débarrasser d'une manière ou d'une autre de ce caillou dans sa chaussure avant les échéances électorales de l'an prochain... alors même qu'une remise à plat du dossier est en cours au ministère de l'écologie.

En mettant en avant ce paravent «démocratique», l'Etat entend s'en «sortir par le haut» comme il se plaît à le dire. Pourtant, hors certains élus écologistes prêts à se vendre pour un plat de lentilles, cette proposition fumeuse ne correspond en rien, tant sur la forme que sur le fond, aux attentes du mouvement qui exige la fin du projet sans condition.

Hormis les questions de faisabilité et de périmètre, largement évoquées dans la presse, le mouvement d'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a depuis longtemps rejeté la voie référendaire, en considérant que ceux qui ont falsifié des études, qui méprisent l'environnement et les populations, qui disposent de tous les pouvoirs de financement et de communication, n'ont aucun droit de poser les bases d'une telle consultation; et que c'est avant tout à celles et ceux qui travaillent, vivent dans ce lieu et le défendent de décider de son avenir.

Sans oublier qu'un tel référendum ne mettrait en aucun cas fin aux expulsions, comme il n'inclurait pas non plus la dimension alternative que le mouvement porte en réponse au projet d'aéroport.

A l'heure où ces lignes sont écrites, nous sommes à la veille d'une mobilisation nationale dont nous ne doutons pas du succès. C'est en comptant sur notre seule force, notre seule conviction, que nous pourrions gagner en dépit des cacophonies gouvernementales et des fausses bonnes solutions démocratiques. □

¹ Voir dans notre revue, n° 40 de février 2013, le dossier pages 4 à 11.

² Revue l'Anticapitaliste n° 53 d'avril 2014, <https://npa2009.org/content/notre-dame-des-landes-vers-lepreuve-de-force-finale>

L'agonie de la politique agricole commune

PAR GÉRARD FLORENSON

Inscrite dans le traité de Rome (1957) et mise en place en 1962 entre les six pays membres du Marché commun, réformée à de multiples reprises dans le même temps que s'élargissait l'Union européenne, la politique agricole commune est à bout de souffle. Détricotée par les politiques libérales, son agonie est une des expressions de l'échec de l'Europe capitaliste qui génère crise sur crise.

Instaurée alors que l'Europe était déficitaire pour beaucoup de produits, la PAC visait à accroître la production agricole et à sécuriser les marchés. Elle a reposé sur un protectionnisme européen : libre circulation des marchandises entre les pays membres, «préférence communautaire» dans les achats, régulation des marchés par l'intervention publique, prélèvements douaniers limitant les importations et subventions permettant d'exporter aux cours mondiaux, généralement inférieurs aux cours intérieurs.

Cette politique a entraîné des coûts importants dès lors que son premier objectif a été atteint et dépassé, qu'il a fallu gérer des excédents ; l'agriculture consommait plus de la moitié du budget communautaire et l'intégration de nouveaux pays, dont certains avaient un fort potentiel agricole, allait augmenter les dépenses¹. Et cela d'autant plus que les différents accords sur le commerce mondial permettaient moins de limiter les importations, notamment du soja qui concurrençait les céréales en alimentation du bétail.

Il y eut alors un tournant vers la maîtrise de certaines productions dont les céréales : mise en jachère obligatoire d'une partie des surfaces cultivées, baisse des prix garantis compensée par des aides directes aux producteurs. Cela prit également la forme de quotas pour le lait et le sucre. Avant un nouveau virage qui ressemble fort à l'abandon des fondamentaux de la PAC.

LES CONSÉQUENCES DE LA FIN DES QUOTAS LAITIERS

L'origine de la crise laitière réside dans un déséquilibre entre la production et la demande solvable. C'est un phénomène classique, connu depuis des siècles par la

loi de King². Depuis 1984, ce risque était plus ou moins maîtrisé par le régime des quotas laitiers³. En décidant de leur suppression, effective depuis le 1er avril 2015, la Commission européenne a provoqué un déséquilibre des marchés et un rapide effondrement des prix, d'autant que les exportations vers les pays tiers⁴, qui représentaient 10% de la production, marquaient le pas en raison d'une moindre demande de la Chine et de l'émergence de nouveaux pays exportateurs.

Les capitalistes se soucient comme d'une

guigne de «l'intérêt général» et les industriels français ne valent pas mieux que les autres : leurs ventes de produits laitiers pèsent 30 milliards, dont 7 à l'exportation. Pour gagner de nouvelles parts de marché et augmenter leurs profits, alors que les groupements d'achat de la grande distribution multiplient leurs exigences, il leur faut du lait à bon marché. C'est ce que leur permet la surproduction européenne. Et chaque Etat, la France n'étant pas en reste, défend la production laitière nationale... La production, pas les producteurs, ces



A l'issue d'une manifestation de producteurs de lait, le 7 septembre 2015 à Bruxelles. DR.

derniers étant incités à compenser la baisse des prix par des gains de productivité, en augmentant leur production individuelle.

Et c'est là que ça casse. Ceux qui sont menacés de faillite sont des agriculteurs dans la force de l'âge, croulant sous les emprunts contractés pour se mettre à niveau, performants mais pas assez pour répondre aux nouvelles exigences de l'aval et vivre avec les prix imposés par les laiteries. Comme dans la filière porcine, les exploitations moyennes spécialisées sont impactées, autant sinon plus que les petits paysans.

LE LIBÉRALISME ASSUMÉ DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

C'est difficile à avouer quand les campagnes s'embrasent, mais l'exception agricole ne va pas au-delà des discours électoraux. En France comme dans les autres pays, les gouvernements défendent les intérêts des groupes industriels contre les paysans. C'est même leur seule politique agricole « commune » : une course à la productivité pour se lancer à l'assaut des marchés mondiaux. Mais contrairement à leurs promesses, la main invisible du marché ne va pas poser son doigt sur un nouvel équilibre après

une phase douloureuse de restructurations. Le démantèlement des fondamentaux de la PAC des origines (préférence communautaire, organisation des marchés, intervention publique) ne débouche pas sur davantage de collaboration européenne mais sur la lutte de tous contre tous.

Le gâteau à partager entre les puissances du vieux continent ne grossira pas. La consommation européenne stagne, la demande mondiale est en hausse mais de nouveaux pays exportateurs émergent et exigent le libre accès aux marchés, d'anciens importateurs atteignent l'autosuffisance⁵. Les cours mondiaux du blé et de l'orge baissent à leur tour depuis plusieurs mois, du fait de bons rendements mais aussi d'une moindre demande chinoise. La concurrence repart de plus belle. La course aux gains de productivité également, au bénéfice des pays présentant le maximum d'avantages compétitifs (terres disponibles, bas salaires, moindre contrôle des pollutions), ce qui conduit les industriels européens à réclamer un alignement sur le moins disant social.

Dans l'univers salarié on rencontre des « syndicalistes d'accompagnement » qui avalisent les politiques patronales, toujours bien sûr en prétendant limiter la casse sociale. Cette collaboration de classe vise à défendre les intérêts des patrons bien de chez nous, on dit « notre industrie nationale », contre la concurrence étrangère qui menace « nos emplois » et s'assied sur les droits sociaux. Il en est de même dans le monde paysan et c'est même pire : dans chaque pays, le syndicalisme majoritaire cogère des politiques qui laissent sur la touche des dizaines de milliers d'agriculteurs au profit d'une couche restreinte qui truste les aides publiques. En France ce rôle est dévolu à la FNSEA. La cogestion n'est pas nouvelle, mais elle a changé de nature avec l'arrivée en décembre 2010 de Xavier Beulin, gros agriculteur mais surtout dirigeant d'un groupe agroindustriel⁶, à la tête du syndicat. Abandonnant la revendication de prix garantis au profit de l'amélioration de la compétitivité, la FNSEA rejoint de fait les intérêts des industriels.

LES PARTIS INSTITUTIONNELS SONT DISQUALIFIÉS

La droite parlementaire se gausse de l'impuissance du gouvernement à enrayer la crise, mais son bilan agricole n'est pas plus brillant. Ses dirigeants peuvent tapoter le cul des vaches avec plus d'aisance que François Hollande et flatter une pay-

sannerie propriétaire qui a toujours voté majoritairement à droite, leur commisération pour les paysans en détresse camoufle mal leur absence de programme agricole. Comme leur jumeau « socialiste » les Républicains collent parfaitement aux réformes successives de la PAC, que les gouvernements successifs ont cogérées ; chaque pays y va de sa partition lors des négociations mais au final tout le monde tombe d'accord pour libéraliser les échanges. De retour au pays, les ministres de l'agriculture déplorent l'intransigeance de leurs partenaires pour s'excuser de ne pas faire mieux.

Les partis institutionnels ont fait leur choix : la compétitivité des industries agroalimentaires⁷ contre le revenu des producteurs, l'accompagnement de la disparition programmée de dizaines de milliers d'exploitations. L'électorat paysan ne pèse plus beaucoup. Les palinodies de Stéphane Le Foll, renvoyé dans ses buts par la Commission européenne, ne trompent personne, il n'a rien d'autre à proposer aux éleveurs en colère que des aides d'urgence, toute la politique de son ministère favorisant les concentrations. Il devient difficile d'être libéral à Bruxelles et social dans les campagnes françaises, de signer tous les traités consolidant l'Europe capitaliste et le libre-échange mondialisé, et d'être crédible quand on en déplore les conséquences.

Il est d'autres voix à droite comme à gauche. Celle des souverainistes de droite est difficile à distinguer des positions du Front national. Les syndicats agricoles qui contestent le monopole de la FNSEA plaident plutôt pour une PAC rénovée, retrouvant ses origines. Le discours écologiste a du mal à passer, tant la grande majorité du monde agricole assimile les normes agro-environnementales à des contraintes qui établissent une distorsion de concurrence entre la France et des pays soupçonnés d'être bien moins rigoureux. La gauche réformatrice, essentiellement le PCF qui a une longue tradition d'intervention en direction de la paysannerie, a élargi son programme longtemps marqué par le « produisons français ».

REVENIR À LA PAC DES ORIGINES ?

Pourquoi avoir cassé un système qui ne marchait pas si mal ? Encore un coup des technocrates de Bruxelles, coupés des réalités du terrain. Il suffirait de brider les



excès du libéralisme et de revenir au bon vieux temps du protectionnisme européen. Ce discours est porté par la Coopération rurale⁸, active dans les manifestations d'éleveurs où elle conteste la place de la FNSEA. Lors de sa rencontre du 12 février avec François Hollande « la Coopération rurale a rappelé que le problème majeur était d'avoir soumis la politique agricole commune au marché mondial et que la seule solution était d'arriver à mettre en place une régulation des productions et des marchés ».

Les positions de la Confédération paysanne nous sont plus familières, comme sa défense des petits producteurs contre l'agro-industrie, sa présence dans les luttes contre les mégaprojets inutiles et nocifs, la contestation de la « ferme des mille vaches » et la défense des paysans du monde entier y compris, et c'est méritoire, contre la déferlante de « nos » produits subventionnés qui ruinent les agricultures locales. Elle revendique « une PAC réformée et plus favorable aux agriculteurs » et des Organisations communes des marchés pour maîtriser les volumes et sécuriser le revenu des producteurs à l'échelle européenne. Mais il ne s'agit pas de revenir au productivisme de la PAC des origines, avec les dégâts qu'il a générés. Le point faible est que son programme de défense de l'agriculture paysanne s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme régulé par l'intervention des Etats. Selon nous c'est mission impossible, mais cette croyance dans la neutralité de l'Etat bourgeois qui pourrait à la limite devenir bienveillant est hélas répandue.

Le MODEF⁹ défend toujours « un système agricole familial, basé sur des exploitations à taille humaine où les agriculteurs sont maîtres de leur outil de production et s'insèrent dans la vie d'un territoire ». Selon président, Jean Mouzat, « il faut obtenir du Conseil européen et de la Commission une exemption des règles de la libre concurrence pour les produits agricoles afin de pouvoir réguler le prix ».¹⁰ Malgré la disparition il y a un an de son hebdomadaire *La Terre*, le PCF reste attentif aux questions agricoles. Pour son responsable, Xavier Compain¹¹, « notre croissance est celle d'un développement en faveur d'une alimentation de qualité, saine et accessible à toutes et tous, assise sur des productions relocalisées. Pour répondre au

défi climatique, un nouveau modèle agricole, rémunérateur pour ces travailleurs, doit promouvoir la valorisation, la transformation et la vente au plus près des consommateurs ». L'évolution du discours vers des préoccupations agro-écologiques doit être saluée, mais les contradictions demeurent et le PCF salue régulièrement la « vocation exportatrice » de l'agriculture française. « Pour affirmer sa souveraineté alimentaire, l'Europe doit se doter d'outils de gestion, réaffirmer le besoin de planification (stocks de sécurité alimentaire), mettre en place des prix indicatifs, conquérir de nouveaux droits sociaux pour les travailleurs de l'agriculture ». Comment imposer le salutaire programme de « La France du commun » ? Par la conviction, les luttes et surtout les urnes.

CHANGER LES RÈGLES SANS SORTIR DU SYSTÈME ?

L'Europe sommée d'agir dans le bon sens, c'est l'Europe capitaliste puisqu'il n'en existe pas d'autre à ce jour. Et c'est bien là que le bât blesse. C'est demander aux incendiaires de se transformer en pompiers. Le retour à la préférence communautaire, condition logique des protections internes aux modifications souhaitées de la PAC, se heurte à la réalité de la crise actuelle: la concurrence acharnée qui oppose les pays européens entre eux tout autant sinon plus qu'avec le reste du monde. Et quand José Bové souhaite que « La France tape du poing sur la table à Bruxelles »¹², il entretient l'illusion d'un gouvernement français plus social que ses congénères. Ceux qui rêvent d'une régulation vertueuse et d'une relocalisation des productions dans le cadre du système se fourvoient. On ne sortira pas des crises agricoles à répétition sans sortir du capitalisme. Le taire, c'est laisser la voie libre aux tenants d'un protectionnisme beaucoup plus radical qui proclame que rien de bon ne peut venir de l'étranger.

Mais dénoncer l'impasse du protectionnisme ne saurait suffire à éviter un basculement de la petite et moyenne paysannerie propriétaire (ou croyant l'être) dans le camp de la réaction. Les anticapitalistes et révolutionnaires doivent proposer un programme d'urgence pour préserver les éleveurs de la ruine. Quand le gouvernement annonce un report des échéances, nous devrions répondre « moratoire, audit, allègement et dans certains cas annulation de tout ou partie des dettes des agriculteurs » en expliquant la nécessité d'exproprier et

de socialiser les banques, y compris la « verte ». Tenir la dragée haute aux grands groupes de l'agroalimentaire et de la distribution dans le cadre capitaliste relève de la gageure, c'est leur expropriation que nous devons mettre en avant, leur contrôle par les salariés et les paysans.

Il faut insister sur la coordination et l'action commune des producteurs, déjà à l'échelle de l'Europe, pour refuser d'être mis en concurrence. Et sans doute plutôt que de prix garantis qui pourraient au final, comme les aides actuelles, favoriser les plus gros, faudrait-il réfléchir à un revenu garanti par actif agricole; un débat nécessaire, qui ne va pas de soi quand le monde paysan redoute la prolétarianisation et que l'échec des modèles « collectivistes » est patent, mais les crises à répétition et leur cortège de faillite pourrait rendre rapidement audible cette « réforme radicale ». □

1 Ce fut le cas avec le développement de la production de maïs en Hongrie. Faute d'infrastructures pour acheminer les céréales vers les ports de la mer Noire ou de la Méditerranée, mais aussi parce que le prix garanti était plus rémunérateur que le marché, les excédents furent achetés et stockés par l'Union européenne, qui décida rapidement de limiter quantitativement son intervention.

2 La loi dite de King (inspirée des études de ce statisticien britannique du début du 18e siècle) établit qu'en raison de la rigidité de la demande des produits agricoles, une variation minimale de l'offre peut entraîner une forte variation de leurs prix: hausses considérables en cas de pénurie réelle ou organisée, effondrement en cas de surproduction même limitée.

3 Le régime des quotas laitiers est une politique de droits à produire mise en place dans l'Union européenne à partir de 1984 pour limiter la production de lait de vache qui était alors fortement excédentaire, afin de contrôler l'effondrement du prix du lait et du beurre, qui menaçait la survie économique d'une grande partie des éleveurs. Avant les quotas, la régulation était assurée par de coûteuses mesures de stockage et de retrait (beurre congelé, poudre de lait). Leur mise en place s'accompagna d'incitations à la cessation de l'activité laitière des exploitations « non viables ».

4 Les pays tiers sont ceux qui n'appartiennent pas à l'Union européenne. C'est le commerce avec ces pays qui bénéficiait de subventions, appelées « restitutions », alors que les importations en provenance pouvaient être frappées de droits de douane.

5 C'est le cas de l'Ukraine qui a considérablement développé sa production de porc et de volaille dans de gigantesques fermes-usines combinant l'élevage industriel et la production céréalière sur d'immenses espaces. Le conflit avec la Russie a provisoirement ralenti cette évolution. Le Brésil concurrence l'aviculture européenne sur les pays du Golfe.

6 Le groupe Avril (Sofiprotéol), spécialisée dans les carburants d'origine agricoles dont le prétendu biodiésel.

7 Avec une prédominance de PME souvent contrôlées par quelques grands groupes, les patrons de l'agroalimentaire bénéficient largement des aides et des exonérations fiscales et sociales.

8 Créée dans la foulée de la contestation de la réforme de la PAC de 1993. Deuxième syndicat aux élections de 2013 aux chambres d'agriculture, la CR est classée à droite mais s'oppose aux OGM et défend les semences de ferme. <http://www.coordinationrurale.fr/>

9 Mouvement de défense des exploitants familiaux, fondé en 1959 par des petits producteurs de gauche, dissidents de la FNSEA. Proche du PCF, le MODEF a vu son influence s'étioler.

10 L'Humanité, 9 février 2016.

11 Idem. Eleveur dans les Côtes d'Armor, Xavier Compain est chargé de l'agriculture au CN du PCF. Ancien président du MODEF.

12 Sur France Inter, le 18 février 2016.

SOUVERAINISME AGRICOLE

Le Front national surfe sur la détresse des agriculteurs

PAR GÉRARD FLORENSON

Au delà d'une aspiration légitime à vivre de leur travail, les manifestations des éleveurs expriment la colère et le désarroi d'agriculteurs qui se considéraient comme des chefs d'entreprise et se retrouvent en voie de prolétarianisation ou menacés par le chômage. Ils ont

perdu toute confiance dans les partis de gouvernement, relais du libéralisme européen qui les ruine. Ne suivant plus aveuglément les consignes de la FNSEA, ils se mobilisent avec l'énergie du désespoir sans hésiter à «casser» ni à affronter la police. Ce vide politique et syndical est pain bénit pour le Front national. La menace est à prendre au sérieux, la petite bourgeoisie des campagnes peut, en l'absence de réponse progressiste et crédible à ses difficultés immédiates comme à ses angoisses existentielles, se jeter dans les bras de Marine Le Pen et de ses acolytes qui multiplient les communiqués.

Ainsi Florian Philippot, le 15 février 2016, le jour où Stéphane Le Foll s'est fait renvoyer dans ses buts par la Commission européenne :

«Si l'Union européenne n'avait pas fait sauter les quotas laitiers, les exploitations laitières françaises seraient viables; si l'Union européenne n'avait pas favorisé par ses normes et le dumping social des travailleurs détachés les grosses exploitations étrangères, alors les filières d'élevage, à commencer par celle du porc, seraient viables. L'Union européenne, aux origines même de la crise agricole, l'a également aggravée par son inconséquence politique et ses refus dogmatiques. Il en est ainsi de l'embargo russe, des négociations sur le TAFTA et de l'interdiction de l'étiquetage des produits (...) Le Front national propose la mise en place d'une grande politique de patriotisme alimentaire qui assurera des débouchés à l'ensemble de nos paysans et garantira la qualité dans nos assiettes. L'agriculture ne peut être traitée comme un marché comme un autre soumis aux dérégulations du libéralisme sauvage. Protéger les agriculteurs fran-

çais pour leur permettre de vivre de leurs productions, d'innover et d'investir dans l'avenir ne devrait faire l'objet d'aucune négociation. Il faut agir et vite, sans quoi la France dépendra demain de ses voisins, voire de la malbouffe américaine, pour se nourrir».



Opération séduction au salon de l'agriculture 2015... DR.

RÉACTIONNAIRE, RACISTE ET INCOHÉRENT

Le FN cultive la nostalgie de la France rurale de jadis, parée de toutes les vertus, entre les «trente glorieuses» et «la terre (qui) ne ment pas». «Il faut remettre Bruxelles à sa place et protéger le marché français des produits étrangers de mauvaise qualité qui tirent les revenus agricoles vers le bas et parfois nous empoisonnent». Discours réactionnaire et raciste : tout ce qui vient de l'étranger, des immigrés aux fruits et légumes, est mauvais et menaçant.

Si l'Europe est la cause de tous les maux, il faut rompre avec la politique agricole commune et renationaliser les aides, rétablir le protectionnisme d'antan. Une pique contre le «syndicat majoritaire» : «Quand la FNSEA réclame encore une fois "mieux d'Europe", elle enfume donc gravement les agriculteurs et les Français.» Programme incohérent puisque loin de renoncer aux exportations, le FN insiste pour un dialogue avec Poutine permettant la levée simultanée des sanctions et de l'embargo

russe. Mais il s'adresse à des producteurs que les ventes de céréales et de vin ne consolent pas de leurs propres difficultés.

Le Front national s'approprie en les détournant des thèmes portés par la gauche antilibérale et même par les écologistes. Quand Marine Le Pen s'attaque au «*Traité de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis, TAFTA, qui aggraverait toutes les difficultés actuelles et porterait le coup de grâce à une agriculture brillante par son savoir-faire mais à l'agonie*», elle ne veut que protéger les capitalistes français de la concurrence internationale des «trusts apatrides». Quand le FN dénonce «*l'interdiction de l'étiquetage des produits*», il ne préconise pas le contrôle des industriels

bien de chez nous pour les dissuader de remplacer le bœuf par du cheval. Il critique «*le dumping social des travailleurs détachés*» mais pas l'embauche non déclarée des saisonniers. Il s'est mêlé aux commandos contre les ZADistes de Sivens.

On retrouve le clivage entre le Non de gauche au traité constitutionnel européen et le Non raciste et souverainiste des Le Pen et De Villiers. Raison de plus pour affirmer avec force que notre cible n'est pas une Europe «américaine» ou «allemande» mais les institutions européennes au service du Capital, l'internationale des exploités. Nous ne voulons pas expulser le «plombier polonais» mais en finir avec un système qui réduit des ouvriers à la servitude sur tout le continent. Aucune ambiguïté, même sémantique, ne doit servir la soupe aux nationalistes. Un gouvernement anticapitaliste devra affronter les institutions de l'Europe bourgeoise sans reculer devant la rupture, mais pas en agitant le drapeau tricolore. □

Et maintenant, la mobilisation contre Tsipras

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le succès de la grève générale du 4 février 2016, auquel s'ajoutent le mouvement prolongé des agriculteurs et des protestations sociales de tout type, marque un changement dans la situation en Grèce. Raison de plus pour regarder à nouveau de près les événements qui s'y déroulent et ce qu'ils peuvent nous apprendre.

L'incroyable trahison d'Alexis Tsipras, signant un troisième mémorandum encore plus draconien juste après la très large victoire du Non dans le référendum du 5 juillet 2015, avait laissé les travailleurs et le peuple comme tétanisés. C'est en profitant de cet état de choc, et parce que la violence des nouvelles mesures (contre-réforme de la sécurité sociale, coupes supplémentaires dans les retraites, privatisations en cascade, etc.) n'était pas encore perceptible par de larges secteurs de la population, que Tsipras et Syriza avaient pu l'emporter le 20 septembre. Ils étaient ainsi parvenus à reconstituer leurs groupe et majorité parlementaires après l'exclusion de la Plateforme de gauche, ainsi qu'à se faire relégitimer sur une politique qui désormais n'était plus de changement mais seulement d'un supposé moindre mal.

Tout cela a changé, très vite, au début de 2016. La grève générale du 4 février a été la plus massive depuis la fin 2011 et une série de mobilisations sociales se développent, la plus spectaculaire étant celle des agriculteurs, coupant durant des semaines les principaux axes routiers du pays et s'affrontant durement, notamment le 12 février à Athènes, à la police du régime mémorandaire.

Les extraits publiés ici du blog de Panagiotis Grigoriou donnent une idée du désastre social qui ne cesse d'empirer, comme de la haine qui croît au sein des couches populaires à l'égard des «tsiprosaires». Ils mettent aussi en relief le second versant de la grande crise actuelle, induit par la situation des migrants qui se rendent en Grèce comme porte d'entrée dans l'Union européenne alors même que ses autres États, dans les Balkans et ailleurs, ferment leurs

frontières. La réponse du gouvernement Tsipras à la vague migratoire est à la hauteur de sa politique économique et sociale: collaboration avec l'UE, appel à l'OTAN et à ses navires pour décourager et refouler les migrants, qui commenceront par être parqués dans les dits «hot spots» installés sur les îles.

Un autre aspect est celui de la dynamique des luttes actuelles, tournées directement contre Tsipras dans une situation – changement total – où il n'y a plus de perspective d'un «gouvernement de gauche» parlementaire. Du coup, pour autant bien sûr que le mouvement actuel perdure et se développe, les enjeux vont devenir extraordinairement élevés.

La nécessité d'une alternative politique, qui

blèmes de même type sont ou pourraient se trouver posés (évidemment sous des formes différentes) ailleurs en Europe.

Deux autres conclusions méritent à ce titre d'être soumises au débat. La première a trait aux ressorts de la politique de Tsipras, dès sa première victoire électorale, le 25 janvier 2015. Il a été beaucoup dit, dans la gauche radicale, qu'elle était le produit «d'erreurs» dues à une mauvaise compréhension ou à des illusions sur l'Union européenne et la zone euro. Sans doute, si l'on n'avait en tête qu'un relâchement de l'austérité. Mais ce que montre surtout la trajectoire de cette direction, c'est qu'elle n'avait dès le départ aucune intention de s'attaquer aux intérêts capitalistes et au pouvoir bourgeois, que ce soit en Europe ou, tout d'abord, en Grèce.

Une autre leçon concerne l'essence du gouvernement Tsipras, c'est-à-dire des intérêts sociaux qu'il défend fondamentalement. «Gouvernement de gauche» est un terme descriptif de la sociologie politique. En termes de classe, il s'est agi dès le début d'un gouvernement «bourgeois» (certes de type particulier), comme en témoignait notamment la présence des nationalistes procapitalistes d'Anel, le parti des Grecs Indépendants. Décider d'y participer, ainsi que l'avait fait le Courant de gauche de Panayotis Lafazanis (aujourd'hui une composante centrale d'Unité populaire), ne pouvait qu'engendrer de la démobilisation et de la confusion, et affecter son profil politique. On espère pour Unité populaire, comme plus généralement pour les anticapitalistes grecs, qu'il pourra être renforcé dans la nouvelle phase qui s'ouvre. □



4 février 2016, la grève générale la plus suivie depuis 2011. DR.

cette fois représente les travailleurs, leurs revendications et aspirations, en devient encore plus aiguë. Un point de départ obligé pour commencer à la construire est de répondre à la question: que s'est-il passé? Comment les espoirs initiaux ont-ils pu tourner au cauchemar en moins de six mois? Les éléments d'analyse et de bilan contenus dans le texte d'Antonios Ntavalenos (extraits d'une interview plus longue publiée aux États-Unis) sont en ce sens d'une grande utilité¹. D'autant que des pro-

¹ Des aspects plus généraux, concernant notamment le rapport des révolutionnaires à des «partis larges», sont abordés dans le texte «Premiers éléments sur un bilan de notre parcours avec Syriza», du même auteur: <http://alencontre.org/europe/grece/premieres-reflexions-sur-un-bilan-de-notre-parcours-avec-syriza-ii.html>

Une crise incessante, une révolte qui sourd

PAR PANAGIOTIS GRIGORIOU

Historien et ethnologue, l'auteur tient depuis plusieurs années, à travers son blog greekcrisis.fr, une chronique aiguë de la crise sociale en Grèce¹. Afin d'illustrer la situation actuelle, nous lui empruntons ici des extraits de quatre de ses notes publiées en février 2016.

EPOQUE ET DÉLAI

Journée de grève générale largement suivie (le 4 mars), comme cela n'a pas été le cas depuis les premières années du troïkanisme réellement appliqué. Dans les villes thessaliennes, kiosques et cafés sont restés fermés et à Athènes, dans la plupart des cas, les boulangers du coin ont une fois n'est pas coutume observé à la lettre les consignes de leur union professionnelle: «*Fermeture durant la journée du 4 février*». Tout simplement, pas de pain.

Les observateurs si bien attirés des faits et gestes politiques à travers les médias ont alors souligné d'emblée «*toute l'importance d'un tel élan dans la protestation de la part de quasiment toutes les catégories socioprofessionnelles, et cela c'est bien nouveau depuis que le gouvernement Tsipras est en place.*»

C'est d'autant plus vrai que tout semble converger, de l'exaspération devant les dernières mesures programmées du gouvernement, touchant aux systèmes des retraites ou à l'imposition, jusqu'aux nombreux rejets exprimés par les habitants comme par les élus locaux, face à l'installation chez eux des fameux camps de réfugiés et de migrants, appelés par un dernier euphémisme en cours, postmoderne (et) de l'Union européenne, «*hot spots*». Structures que l'armée grecque vient de se voir chargée de construire d'urgence, d'abord dans certaines îles, sous peine de voir la Grèce se faire expulser du... royaume de Schengen (...)

Ailleurs, comme à Préveza (ouest de la Grèce), les marins-pêcheurs ont manifesté pour la première fois à bord de leurs bateaux, tandis qu'à Athènes, sur la place de la Constitution (Syntagma), certains slogans très nouveaux ont visé à leur manière directement Alexis Tsipras,

au même titre que l'europhobie affligé qui est le sien. Temps pour ainsi dire nouveaux.

Cette nouveauté concernant Syriza et Alexis Tsipras plus précisément, au-delà d'une certaine vulgarité ou non des slogans (répondant cependant exactement à la vulgarité politique du mémorandum signé par son gouvernement durant l'été 2015), était encore impensable et en tout cas impossible à formuler il y a encore quelques mois. Les temps changent... et nos destins s'y engouffrent encore davantage, on dirait.

Jeudi 4 février au matin, le centre-ville d'Athènes était déjà en partie interdit à la circulation, routes et avenues étaient coupées, surtout à proximité des bâtiments dits sensibles; présence policière accrue et fermeture de très nombreuses boutiques, entreprises, administrations et aussi musées, celui de la monnaie compris, pour cause de grève générale. Place de la Constitution, un premier groupe formé de paysans en colère, tous venus de l'emblématique Marathon, posèrent alors devant les caméras des journalistes et des touristes, bien avant l'arrivée des différents cortèges. Non loin, devant les locaux de leur Ordre, les avocats athéniens s'apprêtaient aussi à rejoindre le cortège groupés, l'ambiance était suffisamment étrange, entre atmosphère bon enfant, désespoir et aussi... un certain mutisme. Contrairement aux grandes manifestations et cortèges des années proto-mémorandaires, les participants communiquent visiblement moins entre eux, en tout cas les discussions enflammées d'alors se font désormais plus rares ou sinon moins patentes; tout aurait déjà été dit et surtout... vécu.

LA FIN DES TSIPROSAURES ?

Temps de colère et de révolte. Vendredi

matin (12 février), le pouvoir supposé politique, pris de panique, avait tenté de bloquer les portes d'Athènes, dans une tentative désespérée d'empêcher l'arrivée motorisée des paysans, venus manifester depuis les quatre coins du pays. A plusieurs reprises, les forces de police ont été d'abord violemment repoussées par les agriculteurs; ailleurs des négociations ont pu apaiser le ciel athénien. Monde ambiant.

Les agriculteurs ont finalement fait leur entrée dans Athènes... d'où par la suite une petite bataille rangée devant le ministère de l'Agriculture. Les rebelles (...) ont installé leur campement à Syntagma, nous n'avions pas vu cela depuis l'autre grand moment de notre infortune, durant le mouvement des Indignés en 2011.

Les paysans crétois ont été les premiers à débarquer au Pirée, très tôt dans la matinée de vendredi; ils ont aussitôt investi la ville, mais c'est devant le ministère de l'Agriculture que toute leur colère a éclaté lorsque leur camionnette remplie d'un échantillon de leurs productions a été saisie par la Police... avant d'être libérée suite à un assaut réussi.

Face au ministère, devant l'absence du ministre, et surtout le refus ministériel de recevoir une délégation crétoise porteuse d'un texte récapitulatif des décisions de ses collectifs, à savoir le retrait du projet de loi sur les retraites et sur la fiscalité des exploitants agricoles, une nouvelle attaque a été (spontanément?) lancée contre les gardes prétoriens du gouvernement mémorandaire Syriza/Anel.

D'autres épisodes très violents aux portes d'Athènes se sont déroulés en





même temps, lors du contact entre les paysans du Péloponnèse et les forces de l'ordre. Bilan: dix policiers blessés et quelques interpellations. «*Nous n'avons pas peur de la police... venez voir...*», tel fut le message et le geste charnel clairement affiché par certains agriculteurs et éleveurs du pays (...)

Nous nous attendions à cette expression violente (pour l'instant, certes contenue) de cette phrase au bout de toutes les lèvres car sans cesse répétée au pays réel, de la mise à mort économique (impossibilité de travailler et d'entreprendre), sociale (droits sociaux des travailleurs) et nationale (souveraineté, agissements de type Frontex, UE et OTAN dans les eaux territoriales de la Grèce après une nouvelle capitulation du gouvernement Tsipras), tout cela en accéléré depuis la terrible trahison du «*Non*» par les Tsiprosaires: «*Cela ne peut plus durer*» entend-on dire de manière unanime.

Ainsi, l'idée deviendrait désormais majoritaire en Grèce (indépendamment des piètres familles politiques), de concevoir (à tort ou à raison) que cette violence devrait prendre un caractère ciblé et précis, autrement dit, apte à faire chuter le gouvernement Syriza/Anel, ou mieux encore, le système politique dans son ensemble.

(...) Les animateurs des radios mainstream, à l'instar d'Alpha FM (soirée du 12 février), lancèrent des appels destinés aux auditeurs et plus particulièrement aux jeunes, «*à surtout éviter le centre d'Athènes, où le chaos des manifestants est en train de régner, et à préférer une promenade du côté des quartiers sud près de la mer, pour par exemple boire son café*».

Tout comme ces étranges annonces sous la forme d'alerte météo pluies et vents, diffusées au même moment et démenties par les faits, pour ne pas évoquer l'évacuation... des députés de Syriza, lesquels ont tous quitté le «*Parlement*» par une issue de secours donnant sur le Jardin botanique d'Athènes, resté fermé jusqu'à nouvel ordre par la police, une pratique déjà utilisée sous le gouvernement Papandréou, au moment le plus paroxystique du mouvement des Indignés en 2011.

Les engins agricoles (une vingtaine au total), ont en effet fait leur entrée dans Athènes, y compris Place de la Consti-

tution (Syntagma) dans la soirée. Certes, il y a eu un... arrangement entre la coordination paysanne de Thessalie (proche du PC grec - KKE) et le gouvernement, avec à la clef leur retrait rapide quelques heures plus tard. J'en sais directement quelque chose, puisque ces tracteurs proviennent tous de la bourgade thessalienne de Palamas (département de Karditsa), où une partie de ma famille vit toujours. N'empêche, cette entrée fut triomphale, les citoyens ont accueilli les paysans en... libérateurs, tel fut en tout cas l'instantané de la soirée du 12 février à Syntagma.

JACQUERIES GRECQUES

Les agriculteurs ont évacué Athènes pour retrouver leurs engins agricoles

documenter et ainsi argumenter, à partir d'une large enquête à travers toute la Grèce, sur les liens entre les cas de suicide (et d'autres mortalités) en Grèce, causés par la politique criminelle des mémorandums (...) Le Réseau de la vie contre le suicide est demeuré informel, étant donné qu'il a été sciemment torpillé par le gouvernement Syriza; et d'ailleurs, de son côté, la Région d'Attique (équipe de Rena Dourou), n'a jamais voulu le soutenir réellement. Il n'est donc guère surprenant de voir donc les Syrizistes (...) détruire en ce moment-même toutes les preuves (officielles) établies et archivés par la Commission pour la vérité sur la dette grecque.

Jeudi 18 février, le Vice-ministre (Anel)



Le 24 janvier 2016, une manifestation contre la privatisation du port du Pirée. DR.

sur le bitume des routes et des autoroutes. La Grèce, toujours... abrégée par endroits suite au blocage des axes routiers. En attendant, la frontière entre la Grèce et la Bulgarie est fermée au matin du 18 février (...)

Place de la Constitution (Syntagma), près du campement d'un jour installé par les agriculteurs-manifestants du 12 février, le message de la dignité était réapparu, accroché sous ce cyprès où notre concitoyen et pharmacien à la retraite, Dimitris Christoulas, s'était suicidé en avril 2012. Le «*Réseau informel de la vie contre le suicide*», à l'origine du message (...) avait constitué au départ un effort parallèle et alors lié à la Commission pour la vérité sur la dette grecque. Son but était de recenser, do-

des Infrastructures, Panagiotis Sgouridis, a été «*placé en état de démission*» par Alexis Tsipras (en déplacement en Bruxelles). Sgouridis venait de déclarer, dans une interview accordé à un média local du nord de la Grèce, à Alexandroupolis, ni plus ni moins que «*Alexis Tsipras a trompé les électeurs (...)* les agriculteurs, autant d'ailleurs que Papandréou et Samaras l'avaient fait auparavant».

Toujours jeudi 18 février, dans la matinée, les locaux du ministère de la Santé ont été occupés par les grévistes issus du mouvement social dans les hôpitaux du secteur public. Au même moment, partout en Grèce, de nombreux locaux appartenant à Syriza subissaient les attaques de paysans (...) Les

députés gouvernementaux ne peuvent plus circuler dans leurs circonscriptions autrement qu'escortés par la police... Sinon, ils doivent affronter toutes les couleurs de la colère locale.

Il y a quelques jours (8 février), dans la ville de La Canée en Crète, devant des locaux cernés car appartenant à la Banque (centrale) de Grèce (propriété comme on sait de la famille Rothschild), le message déployé par les banderoles des paysans était clair : « *C'est la banque des colonialistes, les Rothschild hors de Grèce* ».

Au gouvernement, on espère que la fièvre sera passagère et que des arrangements supposés possibles avec les protestataires (en réalité pratiquement toutes les couches de la population) finiront par calmer le jeu. Syriza/Anel joue la division. Déjà, à la suite d'un certain arrangement passé entre le gouvernement et ceux de la coordination paysanne thessalienne (proche du PC grec), une vingtaine d'engins agricoles avaient reçu l'autorisation de pénétrer dans Athènes, tandis qu'au même moment, les paysans de la coordination du Péloponnèse (jugée totalement incontrôlée par le gouvernement) s'étaient vu interdire cette même entrée athénienne

(dans le but de rejoindre le grand rassemblement du monde agricole Place Syntagma, le 12 février).

Très amers, après avoir été victimes de la répression policière, ceux du Péloponnèse ont alors annoncé le durcissement de leur mouvement, ce qui se traduit sur le terrain par le blocage des axes routiers qui passent par le Canal de Corinthe, coupant ainsi le Péloponnèse de l'Attique.

Dans Athènes, c'est la police qui souvent interdit la circulation, au passage des manifestations, bien nombreuses en ce moment. Images coutumières, au même titre que la désolation des kiosques abandonnés, ou encore ce spectacle du monde ambiant (et) des mendiants, parfois handicapés et sou-

vent d'ailleurs « retraités » grecs, à l'afût de leur survie entre les automobiles à l'arrêt devant les feux rouges. Je remarque d'ailleurs qu'en moins d'un an, ce qui correspond en même temps... à l'avènement de Syriza au gouvernement, les anciens mendiants africains ou pakistanais des feux rouges ont été remplacés par des Grecs, le plus souvent âgés (...)

Dans Athènes, le gros plan du moment pourrait aussi se focaliser sur ces morceaux de gâteau... emballés, posés de plus en plus souvent sur les bennes à ordures, à destination de citoyens (ou migrants) affamés inconnus. Et pour bien faire dans la complémentarité de notre... modernité contemplative, il y a encore ceux qui peuvent également laisser de la nourriture, comme de l'eau, pour nos animaux sans maître, toujours si nombreux.

Tout ne serait-il pas entièrement perdu dans un système en voie d'effondrement dont les réservoirs se vident sans que l'on ait trouvé... sur quel pied danser ? A Athènes, il devient possible d'apprendre à danser pour seulement 3 euros la séance. Souvent la « crise » prétend désormais rendre accessible ce qui ne l'était pas forcément avant, mais c'est en réalité faux... au pays des salaires inaccessibles. « *Je ne peux plus faire grand-chose, à part survivre. Depuis le nouvel effondrement du mémorandum Tsipras, je dois proposer mes cours pour 6 euros de l'heure* », affirme mon cousin Kostas, enseignant dans une petite école privé de cours de soutien.

TEMPÊTES

Au Pirée, les habitants du quartier marchent de plus en plus âprement le prix du poisson auprès des pêcheurs qui vendent directement depuis leurs caïques. Derniers pêcheurs, petits vieux comme petits métiers dans les ports de plaisance chics, où cependant les embarcations des pêcheurs trouvent encore place.

À leur manière, les journaux accrochés devant les kiosques étalent à travers leurs titres ce même air du temps. Pour *Rizospastis*, le quotidien historique du PC grec (KKE), « *l'inquiétude est grande devant l'intervention de l'OTAN en mer Egée, tandis que le gouvernement ne fait que pavoiser* ». A côté, le journal *La Bourse* se satisfait comme il peut de l'insignifiance, puisque « *Greylock Capital rachète en ce moment des bons du Trésor grec* » ; ce n'est certainement pas du

prix du poisson qu'il est question.

Dans les quartiers qui entourent les grandes marinas du Pirée, de nombreux commerces sont déjà définitivement fermés. Trop souvent même, les réouvertures après reprise du bail ou sinon avec changement d'activité ne durent guère que quelques mois. Certains bistrotts et cafés proposent leurs salades et breuvages moins cher que d'accoutumée, il était grand temps.

Il est vrai que lorsque les prix baissent, c'est alors de manière sélective. Tel est d'ailleurs tout le sens de cette affiche avec la tête de Thodoris Dritsas, député Syriza de la circonscription devenu ministre, affiche apposée ces derniers jours sur certaines surfaces du Pirée par ceux du mouvement de gauche et du « Plan B » : « *Dritsas, tu as bradé déjà le port du Pirée, iras-tu en plus brader les retraites ?* » (...)

Ailleurs en ville, habitants de souche comme migrants plongent de plus en plus souvent dans les bennes à ordures... L'avenir du pays s'y découvrirait, déjà recyclé à jamais, si l'on en croit le sens très visiblement commun des Grecs, exception faite du gouvernement et de Tsipras en personne, car en façade en tout cas, ceux de la coalition Syriza/Anel se disent optimistes !

C'est vrai, les agriculteurs distribuent gratuitement de temps à autre une part de leurs produits directement sur les places d'Athènes comme des autres centres urbains, sauf qu'ils ont désormais quitté la capitale après la belle osmose entre eux et les citadins à Syntagma (Place de la Constitution), durant leur grand rassemblement du 12 février.

Depuis, ils ont rejoint les leurs dans les nombreux blocus établis sur les routes et autoroutes du pays, blocus et blocages, il faut le dire, à géométrie variable, sauf dans certains cas comme pour le blocage des axes routiers à la frontière avec la Bulgarie. Il faut dire aussi que la jacquerie du monde paysan ne relève pas d'un type de mouvement effectivement coordonné. Ses fissures, savamment cultivés par le gouvernement et par les autres partis politiques (sans trop le crier haut et fort), amèneront déjà certaines coordinations paysannes à se rendre à Athènes lundi 22 février, à la rencontre d'Alexis Tsipras. □

1 Panagiotis Grigoriou a publié en 2013, chez Fayard, le livre « *La Grèce fantôme. Voyage au bout de la crise 2010-2013* ». 400 pages, 22 euros (numérique 15,99 euros) ; <http://www.fayard.fr/la-grece-fantome-9782213671109>



ENTRETIEN AVEC ANTONIS NTAVALLENOS

La gauche après Syriza

PROPOS RECUEILLIS PAR AHMED SHAWKI

Le dirigeant de DEA (Gauche ouvrière internationaliste) et d'Unité Populaire, Antonis Ntavallos, a accordé il y a quelques mois une longue interview à son homologue de l'ISO (Organisation socialiste internationaliste) étatsunienne, Ahmed Shawki, pour le numéro 99 (hiver 2015-2016) de l'International Socialist Review. Nous en publions ici de larges extraits, centrés sur les raisons de la capitulation de Tsipras ainsi que de sa seconde victoire électorale en septembre 2015, ainsi que sur la situation et les perspectives actuelles. Le texte (publication originale en anglais, <http://isreview.org/issue/99/left-after-syriza>) a été traduit pour l'Anticapitaliste par Jérôme Beuzelin.

Comment expliques-tu la capitulation de Tsipras face aux créanciers? Lui a-t-elle été imposée, comme certains le prétendent?

De nombreux camarades à travers le monde, qui ne connaissent pas tous les détails de la situation, pensent que Tsipras a fait de son mieux pour résister à la pression des dirigeants européens pour obtenir la signature d'un nouveau mémorandum austéritaire. Selon cette analyse, Tsipras a surtout accepté le troisième mémorandum du fait du chantage exercé par les dirigeants européens, le FMI et la troïka.

Or ce n'est pas vraiment le cas. Le plan adopté au premier congrès de Syriza était de mettre un terme à l'austérité et de revenir sur le mémorandum. C'était précisé dans le programme de Thessalonique. Ce dernier contenait des mesures concrètes dont nous nous avons promis la mise en œuvre immédiate et unilatérale dès la victoire électorale, sans attendre les discussions et les négociations avec l'Union européenne. Comme le disait Tsipras à l'époque, les seules discussions et négociations avec l'Europe devaient concerner la dette.

Ce plan avait bien des écueils, mais aussi des points forts. Il est cependant impossible d'en tirer le bilan parce que le bloc dirigeant autour de Tsipras ne l'a jamais mis en pratique. On aurait pu plaider que

la direction Tsipras s'était heurtée à l'alliance de la classe dirigeante grecque et des institutions internationales si, dès les élections de janvier, elle avait augmenté les salaires et les minima sociaux, protégé les hôpitaux et écoles publics et mis un terme aux privatisations – toutes choses promises dans le programme. Si tel avait été le cas, nous sommes sûrs qu'une vaste alliance des classes laborieuses et populaires aurait pu être mise en place pour défendre le nouveau gouvernement contre le chantage des créanciers. Mais dès le début, l'approche de Tsipras se fondait sur l'espoir d'un compromis négocié entre le gouvernement, la classe dirigeante grecque et les institutions internationales.

Je voudrais commenter la question du chantage. Les banques en ont été les principaux instruments. Début juillet, la principale menace du ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble était: «si vous n'acceptez pas le troisième mémorandum, nous vous laisserons seuls, les banques vont s'effondrer, et votre peuple se retournera contre vous pour vous renverser.» Comment en est-on arrivé là? Après les élections de janvier, en quête d'un compromis avec la classe dirigeante grecque, le dirigeant de l'aile droite de Syriza, Yannis Dragasakis, placé à la tête du système bancaire, a facilité une fuite massive de capitaux depuis les banques

grecques vers les banques internationales et les programmes néolibéraux d'investissement outrageusement spéculatifs. Au bout de six mois, la plus grande



DR.

part de l'argent encore placé dans les banques grecques venait de déposants individuels plutôt que d'entreprises. Presque 100% du cash en réserve dans les banques grecques était constitué à ce moment-là de petits comptes avec moins

de 10 000 euros. Les riches avaient déjà retiré leurs fonds. Pendant que cela se déroulait, Dragasakis et le gouvernement n'ont à aucun moment sonné l'alarme et rien n'a été fait pour stopper l'hémorragie des fonds, laissant le gouvernement financièrement à sec et en position de faiblesse face aux créanciers.

La seconde illusion, énorme celle-là, entretenue par la direction Tsipras était sa conviction qu'à travers la démocratie et la victoire électorale, en accédant au gouvernement dans un petit pays, il pouvait changer la ligne de l'Union européenne sur la sortie de crise. Cette illusion a été très grave parce qu'elle a dès le début poussé Tsipras à éviter toute mesure allant contre les projets européens. Après le premier accord du 20 février, il était clair que Schäuble et la troïka préparaient le troisième mémorandum. Tsipras et Varoufakis ont néanmoins paraphé l'accord, et ont continué à payer toutes les échéances de la dette sans recevoir un sou de l'Union européenne.

Il était pourtant de plus en plus évident qu'au bout de l'opération, quand le dernier centime du peuple grec aurait été donné aux bailleurs internationaux, il ne resterait comme seule issue possible que la signature d'un compromis pourri. Voilà la réalité de la «résistance au chan-

Il faut préciser que durant toute cette période, la gauche du parti s'est durement battue pour exiger que Tsipras mette en œuvre l'ensemble des mesures concrètes promises dans notre programme : appliquer des mesures unilatérales pour atténuer l'impact de la crise en Grèce, geler tout paiement de la dette, et nationaliser les banques, seules défenses possibles contre les exigences de l'Union européenne. Pas seulement au sein du parti, mais aussi publiquement, nous disions que l'approche de Tsipras ne nous mènerait qu'à la défaite. Telle la vérité sur ce point. La capitulation du 13 juillet n'était pas objectivement inévitable ; elle n'était pas écrite depuis le début ; elle a été le résultat de la direction politique de Tsipras – une direction fondée sur le dialogue et le consensus avec la classe dirigeante grecque et les élites européennes et internationales.

Le résultat de tout cela a été le troisième mémorandum, un véritable désastre. Tsipras a signé un accord qui signifie la poursuite de mesures d'austérité très dures, comprenant de nouvelles attaques contre le système des retraites avec de très lourdes coupes, et une vague massive de privatisations dans des secteurs que personne jusqu'ici n'avait osé proposer : aéroports de province, grands ports comme le Pirée et Thessalonique, électricité publique, réseau de distribution de l'eau. C'est le retour de l'Amérique latine – notre épisode latino-américain à nous. Aujourd'hui, il a été rapporté dans les journaux que le gouvernement a vendu une île à un oligarque russe, et qu'à sa demande il lui ont aussi vendu la mer autour. Plus aucun bateau ne peut approcher en-deçà d'un certain nombre de kilomètres de cette île. Ce n'est pas juste de la privatisation – c'est de la vente à la découpe, et c'est cela le modèle qu'ils ont accepté.

On trouve des camarades dans des organisations hors de Grèce pour défendre Syriza, disant que Tsipras a au moins eu l'honnêteté d'admettre qu'il avait été forcé de signer l'accord et n'a rien caché de sa nature catastrophique. En vérité, il ne pouvait pas dire autre chose, parce que les gens en grève ont compris la nature de l'accord, et qu'il n'avait aucun moyen de dissimuler qu'il s'agissait bien d'un nouveau mémorandum austéritaire. Et cela, parce que dès le début une forte opposition s'est exprimée à l'intérieur de Syriza. Maintenant, tout cela est en train de changer. Désormais on trouve des cadres de Syriza pour faire l'apologie de ces me-

sures, prétendant qu'elles sont la bonne chose à faire, et que même sans la troïka le gouvernement aurait tout de même été obligé de prendre ces décisions difficiles. Depuis les élections de septembre, il n'y a plus au sein du parlement d'opposition anti-mémorandum et anti-austérité, à l'exception du Parti communiste (KKE).¹

Quelles est la situation dans Syriza depuis la capitulation, le départ de sa gauche, et les dernières élections ?

Il faut être clair et bien comprendre internationalement que Syriza n'a pas juste changé ; Syriza s'est effondrée. La Syriza telle que nous la connaissions n'existe tout simplement plus. Les gens doivent comprendre que la Plateforme de gauche n'a pas été seule à quitter le parti. La Plateforme de gauche a marqué les esprits parce qu'officiellement elle représentait 33% des membres, (même si tout le monde savait que nous étions plus nombreux – environ 40%) et parce qu'il s'agissait du groupe d'opposition le plus radical et le plus organisé dans le parti. Mais elle n'a pas été la seule à le quitter.

Les camarades de tous les pays doivent savoir que le secrétaire général du parti, Tassos Koronakis, historiquement affilié à la majorité Tsipras – c'est pourquoi il est devenu secrétaire général – cet homme-là a démissionné. La moitié des membres élus du secrétariat du comité central de Syriza, la plus haute instance dirigeante élue de Syriza, six de ses douze membres donc, ont démissionné et sont partis. Plus de 50% des membres du comité central ont également démissionné. Des intellectuels très connus tels que Christos Laskos, Andreas Karitzis et Yiannis Milios, des gens qui il y a quelques années étaient les intellectuels les plus en vue de la majorité Tsipras – qui défendaient sa ligne contre les critiques de la Plateforme de gauche – ces gens-là ont démissionné. Certains d'entre eux, comme Milios, se battent désormais à nos côtés, et d'autres, tels que Christos Laskos, cherchent à organiser d'autres formes d'opposition aux politiques pro-mémorandum de Syriza. Après cette scission, ce qu'il restait du parti ne pouvait plus fonctionner comme la Syriza d'antan. Par exemple, après la vague de démissions, il a été impossible à Tsipras d'organiser l'élection d'un nouveau comité central. Il a alors créé une nouvelle instance et l'a baptisée «Ins-



tage» de Tsipras et son petit groupe. C'était le fruit des illusions réformistes sur la possibilité d'un compromis avec la classe dirigeante grecque, et plus généralement sur la nature réelle de l'Union européenne.



tance de responsabilité politique». Cette instance n'existe pas dans les statuts de Syriza, c'est juste une liste de personnes choisie par lui pour prendre des décisions. Il n'y a aucune légalité dans tout ça.

En réalité, Syriza ne fonctionne actuellement que sous la direction du gouvernement. La seule autorité dirigeante est le cabinet du premier ministre. Et ce n'est pas un hasard si le groupe dirigeant autour de Tsipras a pu faire entrer dans Syriza, dès le lendemain de la scission, certains anciens sociaux-démocrates bien connus, des gens dont il avait plusieurs fois déjà proposé l'adhésion au parti, mais que ce dernier avait jusque là rejetés. Theodora Jakri est ainsi devenue ministre d'Etat à l'industrie. Avec Markos Bolaris, cela fait deux ex-ministres affiliés au PASOK sous le gouvernement du premier mémorandum et ayant soutenu la première vague d'austérité, qui viennent d'intégrer la direction de Syriza. C'est le signe d'un sacré tournant.

Pour vous donner une petite idée de l'atmosphère actuelle dans Syriza, la première alliance, en janvier, entre Syriza et le parti souverainiste de droite Anel, avait été présentée comme une obligation imposée à Tsipras afin d'obtenir suffisamment de députés pour former un gouvernement. Cette fois-ci, elle n'est pas présentée comme une obligation: c'est maintenant une solide amitié, et tous ceux qui ont vu s'embrasser Tsipras, Nikos Pappas et Panos Kammenos, le dirigeant d'Anel, ont bien senti la différence. Syriza n'est plus du tout le parti que nous avions connu.

Pourquoi Tsipras a-t-il appelé à de nouvelles élections, et qu'est-ce qui explique, après toutes ses trahisons, qu'il ait pu les gagner?

Il faut être parfaitement clair: Tsipras dit avoir organisé un nouveau scrutin parce que la Plateforme de gauche, en votant «non» à ses propositions, l'avait privé de majorité parlementaire, mais ce n'est que partiellement vrai. Le gouvernement n'est pas tombé suite à ce vote – Nouvelle Démocratie et le PASOK avaient voté avec Tsipras et leurs voix compensaient largement la perte des autres votes. En vérité, la stabilité parlementaire était forte. Tsipras a organisé le scrutin parce qu'il savait qu'il ne pouvait pas renouveler son autorité au sein du parti. Il l'a fait pour expulser la Plateforme de gauche, mais

aussi pour modifier le parti en profondeur. Il a dissout ce dernier pour regagner son gouvernement. Voilà la vraie raison, qui est bien connue et comprise par presque tout le monde, y compris par des gens aujourd'hui dans Syriza – dont des ministres du gouvernement.

Mais la question demeure: comment a-t-il pu gagner? Une des réponses est évidente. L'explication la plus simple est que Tsipras, cette fois-ci, n'était plus en butte à l'opposition venant du régime, de la classe dirigeante grecque. Au contraire, le régime, à travers les médias de masse, a soutenu Tsipras contre sa gauche. Pas contre Nouvelle Démocratie, non, contre la gauche de son propre parti. La ligne des médias sur ce point était limpide. Et il est très intéressant de noter que cette

laquelle notre camp a dû se réorganiser et se préparer aux nouvelles élections. Nous avons vingt jours pour terminer une scission, organiser un nouveau parti et faire campagne dans la foulée. Le terrain nous était plus que défavorable. Mais ce n'est pas la véritable raison. Celle-ci se trouve plutôt dans le fait que septembre 2015 restait très proche de janvier 2015 [date de la première victoire électorale de Syriza, NdTr], ce qui signifie que même si les positions politiques d'une large frange de la population étaient en train d'évoluer, elles ne le faisaient pas assez vite pour que cela se traduise sur le plan électoral. Ainsi le succès de Tsipras s'explique-t-il partiellement parce qu'il a pu se présenter dans la continuité de la Syriza



manœuvre de Tsipras – en appeler à de nouvelles élections pour résoudre les problèmes internes de son parti – avait le soutien des institutions internationales. Merkel a publiquement déclaré que ces élections faisaient partie, non du problème, mais de la solution en Grèce. Tsipras a donc bénéficié du soutien des élites internationales et de la classe dirigeante grecque.

Ensuite, il y a la question de la rapidité avec

d'avant, celle de janvier, dans la continuité de l'affrontement avec Nouvelle Démocratie.

Mais il y a une autre explication qui pèse encore plus. Quand la majorité de la population – la majorité de la classe ouvrière et des forces populaires – a vu que Tsipras avait signé le mémorandum et que Syriza s'était effondrée, elle n'a plus eu d'espoir de renverser le mémorandum. Elle a voté avec cela en tête: qui

allait imposer le nouveau mémorandum avec le moins de rigueur? Le vrai dilemme pour la majorité de la population était: que valait-il mieux? Voir Tsipras appliquer le mémorandum, ou voir Vangelis Meimarakis, le dirigeant de Nouvelle Démocratie, le faire? Une large part de la population a voté avec cela en tête, et en craignant que le retour de Nouvelle Démocratie n'amène une vague de vengeance, un surcroît d'austérité et d'oppression, elle a choisi Tsipras. Nous avons entendu nombre de fois des gens nous dire, « nous sommes fiers de ce que vous avez fait, nous serons à vos côtés dans les luttes à venir, mais nous allons voter pour Syriza. »

La victoire de Tsipras aux dernières élections s'explique aussi pour une petite



partie par les erreurs politiques concrètes de la Plateforme de gauche, principalement sur la ligne à adopter vis-à-vis de la nécessaire confrontation avec les élites européennes et la possibilité d'une sortie de la zone euro. Plutôt que de se centrer sur la sortie de l'austérité imposée par le troisième mémorandum, la campagne de l'Unité populaire s'est centrée sur la nécessité de sortir de la zone euro et de revenir à la drachme. Mais la question de la

devise et de la rupture ou non de la Grèce avec l'euro est une question secondaire, elle n'est pas en elle-même une solution à la situation de crise dans laquelle la classe ouvrière grecque est plongée. La position de DEA sur cette question a été exprimée dans une déclaration que j'ai signée conjointement avec Olivier Besancenot du Nouveau parti anticapitaliste (France) et Miguel Urbán Crespo de Podemos (Espagne) :

« Selon nous, la priorité est de mettre un terme aux politiques d'austérité, que cela se fasse dans le cadre de l'euro si la situation le permet, ou en dehors de ce cadre si le peuple ne peut y obtenir satisfaction. Nous ne confondons pas la fin et les moyens – nous ne sommes pas partisans de telle ou telle devise – parce que la vraie question à laquelle nous faisons face est de savoir qui contrôle le système monétaire. Que le système de crédit s'appuie sur une monnaie nationale ou européenne ne change pas grand-chose tant que l'une ou l'autre reste contrôlée par les habituels spéculateurs financiers écrivant leurs propres règles bancaires. »

Si nous appelons à un Grexit de la zone euro en isolant cette question de la lutte contre l'austérité, alors nos adversaires pourront nous accuser de préparer une aggravation des conditions de vie du peuple grec. De plus, débattre de la capacité ou non d'un Grexit à renforcer l'économie grecque, sans rapport avec la question de qui dirige l'économie – la classe dirigeante grecque – nous mène dans un cul-de-sac. DEA défend, conformément à la déclaration publique citée précédemment, que la question du maintien ou non de la Grèce dans la zone euro doit être abordée sous l'angle de la lutte contre l'austérité, et s'orienter clairement en direction du socialisme [...]

Pourrais-tu nous éclairer sur le risque que les fascistes grecs, Aube Dorée, puissent se construire du fait de l'effondrement du soutien aux partis traditionnel et de la liquidation assez rapide du projet de Syriza ?

Nombre de camarades hors de Grèce pensent que la crise de la gauche grecque constitue une occasion en or pour le parti nazi grec, Aube Dorée. De manière générale, c'est correct, mais seulement de manière très générale. Ce qu'il s'est réellement passé est que la présence d'Unité Populaire a entravé de manière importante la capacité d'Aube Dorée à conquérir les déçus de Tsipras. Cela ne veut pas dire que tous ceux qui étaient déçus ont voté pour Unité Populaire. La plupart se sont abstenus. Mais parce que la gauche

était présente et constituait une opposition claire, il n'y a pas eu de mouvement vers l'extrême droite.

On a pu voir par exemple Nikolaos Michaloliakis et d'autres dirigeants d'Aube Dorée s'exprimer vertement contre Unité Populaire, parce qu'ils perdaient l'opportunité de percer aux élections. Il en résultait que si Aube Dorée a pu améliorer son score en pourcentage au cours de ces élections, elle a stagné en nombre de voix. Ceci peut s'expliquer également par le fait qu'Aube Dorée est entrée en crise politique et organisationnelle après les importantes mobilisations antiracistes et antifascistes qui ont fait suite à l'assassinat du rappeur Pavlos Fyssas. L'incapacité des nazis à croître de manière significative dans une telle période est due à tous les camarades ayant participé aux manifestations qui ont précédé les élections. Je dois souligner par exemple que la solidarité avec les réfugiés organisée par Syriza a influencé de manière très efficace l'opinion publique, et a même pu adoucir la posture des médias dominants jusqu'ici très hostiles aux immigrés.

Les problèmes politiques et organisationnels d'Aube Dorée sont des problèmes d'orientation – sont-ils en capacité de construire un courant dur, militant, agissant militairement dans les rues de nuit comme de jour, ou devraient-ils s'orienter vers l'organisation d'une présence électorale d'extrême droite au parlement? Leur plus gros problème est organisationnel, et cela principalement du fait des mobilisations antifascistes. Ils n'arrivent plus à mobiliser les gens au niveau qu'ils pouvaient atteindre il y a deux ans. Ils ont tenté d'appeler à des meetings publics de masse, d'organiser des attaques contre les migrants. Dans les deux cas ils ont échoué. C'est une bonne nouvelle, mais cela ne veut pas dire que nous pouvons nous reposer sur nos lauriers. Nous devons continuer à les débusquer et viser à les achever à la première occasion.

En regardant vers l'avenir, quelles sont les perspectives pour la gauche en Grèce ?

Aujourd'hui Tsipras présente son discours de politique générale au parlement. Nous ne prévoyons pas de surprise, car nous savons déjà ce qu'il va dire. Terminées ses blagues d'avant les élections: le mémorandum qu'il va présenter sera particulièrement sévère. Tout le monde a compris qu'il est impossible d'adoucir les coupes prévues dans les salaires et les retraites, l'alourdissement des taxes sur la population, l'austérité écrasante



qui est devant nous. De notre point de vue ceci va ouvrir une période de confrontation entre le gouvernement Syriza-Anel d'un côté, le mouvement ouvrier et la gauche anti-austérité de l'autre.

Personne n'est en mesure de prédire la rapidité avec laquelle nous arriverons à un cycle d'affrontement central comme nous en avons déjà connu en Grèce, avec d'importantes grèves générales, des occupations, d'énormes manifestations. Nous allons devoir faire face à la difficulté que représente ce nouveau gouvernement, qui parle au nom de la gauche, utilise le langage de Syriza, les drapeaux et les symboles que les gens associent à la résistance à l'austérité, et qui maintenant va la mettre en œuvre et tenter de l'imposer. Personne ne sait à quelle vitesse nous pourrions surmonter cette difficulté.

En ce moment même, dans les syndicats dirigés par Unité Populaire, des préparatifs sont en cours pour lancer une première grève générale fin octobre. Je crois qu'il s'agit là d'un record mondial de vitesse. Même si je ne suis pas sûr qu'un grand succès soit au rendez-vous, cela ouvre tout de même une nouvelle période. En même temps nous essayons d'organiser – dans les quartiers, les écoles, les hôpitaux – des comités de résistance à l'austérité. Nous faisons le même travail que toujours, nos méthodes n'ont pas changé. Une autre nouveauté de la situation est à mon avis que, dès lors que le gouvernement Tsipras va commencer à imposer les conditions du mémorandum, il va envoyer le signal du regroupement des forces véritablement bourgeoises, et je veux dire par là celles de la droite comme de la social-démocratie. Nous ne savons pas à quelle vitesse cela se fera, pas plus que nous ne savons si cela inclura des pans de Syriza. La perspective d'un regroupement des forces social-démocrates de centre-gauche en Grèce dépendra dans une certaine mesure des choix de la direction Tsipras et d'une partie de Syriza. C'est une évidence pour les cadres sociaux-démocrates expérimentés qui se tiennent en embuscade, quand bien même ils ne sont pas membres du gouvernement ou du parlement.

Ma remarque finale concernera la situation de la gauche hors de Syriza. Les résultats électoraux d'Unité Popu-

laire ne nous ont pas donné assez de voix pour entrer au parlement. Nous avons obtenu 2,86% des voix, mais il nous en fallait 3%. 7000 voix de plus et nous entrions au parlement. Mais nous avons tout de même rassemblé 155 000 voix. Dans ces circonstances, c'est trop peu, mais ce n'est pas rien. C'est une base pour démarrer la mobilisation. Plus que le vote, le fait saillant est qu'Unité Populaire est en train de rassembler un potentiel de plusieurs milliers de militants et d'activistes – qui sont déjà organisés.

En quittant Syriza, nous ne nous sommes pas perdus dans l'espace. Nous avons créé de nouvelles organisations locales et professionnelles. Bien sûr, en tant que nouvelle organisation nous allons devoir affronter de nombreuses difficultés politiques et organisationnelles, depuis les disputes sur la ligne politique au besoin de trouver des salles de réunion et des bureaux, en passant par la gestion de nos finances. Mais nous avons des directions politiques expérimentées dans de nombreux endroits, et de bons camarades qui savent lutter et s'organiser. Je pense que c'est la base de tout. Notre choix est de nous battre pour cette base – de lutter, de l'améliorer, d'en faire un centre de résistance, et dans le même temps d'élargir Unité Populaire. Nous cherchons à gagner des camarades – celles et ceux qui ont quitté Syriza sans encore avoir rejoint Unité Populaire, du fait de divergences et de désaccords anciens –, à les associer dans l'action et l'organisation collective.

A Antarsya nous disons, OK, nous avons échoué à former un front électoral uni, mais cette situation est déjà dépassée, nous sommes au-delà de cela désormais. Il serait purement sectaire de ne pas agir ensemble pour former un front uni contre l'austérité. Ce front uni devrait aussi inclure des membres du Parti communiste (je parle de membres du KKE, pas de sa direction. Il est impossible de dialoguer avec l'actuelle direction du Parti communiste). Voilà notre principale orientation.

Pour la renforcer, DEA a pris le parti ces deux dernières années de mettre en place le Red Network [Réseau rouge – NdTr], tout d'abord au sein de Syriza, et maintenant en dehors. Le Red Network est un réseau de militants et d'activistes qui s'accordent sur la même orientation politique sans né-

cessairement partager le même bagage idéologique. Nous autres à DEA revendiquons d'être trotskystes, par exemple, alors que le Red Network ne l'est pas. Il s'agit d'une organisation anticapitaliste, antifasciste qui se bat pour les droits sociaux et politiques, et qui est antisexiste et internationaliste. Cela décrit bien la radicalisation et la politisation en cours. Le Red Network se porte bien et ainsi nous poursuivrons dans une voie éprouvée : renforcer le réseau, se battre aux côtés d'Unité Populaire, pour Unité Populaire, pour la construction d'une alternative aux trahisons du 13 juillet.

Nous ne savons pas encore ce qui résultera de tout cela. C'est pourquoi je peux le dire franchement aux camarades du monde entier, la fin de l'histoire de Syriza n'a pas encore été écrite. Donc pas de conclusions hâtives, et n'écrivons pas l'histoire trop vite. Je pense que le chapitre final sera écrit dans la période qui s'ouvre. Il s'écrira dans la manière dont la classe ouvrière et l'ensemble de la gauche en Grèce [c'est-à-dire la gauche radicale, le PASOK n'étant pas considéré de gauche dans la tradition politique grecque – NdTr], y compris la partie qui a quitté Syriza, feront face aux tentatives de Tsipras et de son groupe dirigeant d'imposer une nouvelle vague d'austérité. Nous ne connaissons la fin de l'histoire qu'à la fin de l'histoire, pas avant. Nous traversons une période très difficile, mais l'histoire n'est pas finie.

Je dois aussi insister sur le fait qu'à mon avis personnel, la crise interne de Syriza n'est pas encore achevée. Il y a des camarades qui sont restés dans Syriza avec des illusions, dans l'espoir de trouver des biais pour la redresser. Je ne crois pas que ces gens soient pro-mémorandum, ou de fervents partisans de l'austérité. C'est pourquoi je pense qu'une nouvelle vague de sorties et de démissions est encore devant nous, et nous sommes prêts à accueillir tous ces camarades, les bras ouverts. □

1 Dans une autre partie de cette interview, l'auteur signale que « le Parti communiste de Grèce n'a cessé de dire aux travailleurs qu'il était impossible de modifier le rapport de forces dans l'immédiat. Comme on ne pouvait gagner, argumentait-il, que restait-il à faire ? Bien voter, c'est-à-dire voter pour le Parti communiste, et quand celui-ci se serait renforcé, alors on verrait. Voilà leur véritable ligne, et pour défendre cette position ils sont prêts à tout. Dans cette élection, par exemple, l'ennemi principal du Parti communiste était l'Unité Populaire. Ses attaques ont principalement porté, même au parlement, contre Unité Populaire et Panagiotis Lafazanis, et non contre Tsipras et son nouveau mémorandum. »

Une Commune au Rojava ?

PAR ALEX DE JONG

La réalité politique et sociale du Rojava (nord de la Syrie, ouest du Kurdistan) est devenue l'objet de discussions au sein de la gauche radicale. Des voix la décrivent comme celle d'une société démocratique d'un type nouveau, voire d'un socialisme libertaire en construction. L'article ci-après développe un point de vue plus nuancé et critique. Publié initialement dans le numéro 60 (hiver 2016) de la revue étatsunienne New Politics¹, il a été traduit pour l'Anticapitaliste par Régine Vinon.

Le siège de Kobané par l'Etat Islamique (EI) a attiré l'attention du monde entier sur le PYD kurde (Partiya Yekîtiya Demokrat, Parti de l'union démocratique), la force dirigeante dans les régions à majorité kurde du nord de la Syrie. Le PYD nomme cette région Rojava, littéralement « pays du soleil couchant », également traduit par « Kurdistan de l'Ouest ».

Le discours du PYD, tournant autour de termes tels que la démocratie et l'égalité et insistant sur les droits des femmes, a un fort pouvoir d'attraction dans la gauche mondiale. De même, la lutte des combattants des YPG/YPG (Unités de protection du peuple, Unités de protection des femmes), organisés par le PYD contre l'EI, bénéficie d'une très large sympathie.

Des initiatives de soutien à « la révolution du Rojava » ont surgi dans divers pays. Une campagne intitulée « des armes pour le Rojava » a levé plus de 135 000 dollars en Allemagne. D'autres initiatives se sont centrées sur une aide humanitaire et un soutien politique.

Au Rojava, le PYD déclare qu'il est en train de construire une société démocratique avec des droits égaux pour les femmes, dans laquelle cohabitent différents groupes ethniques et religieux ; le pouvoir politique est censé s'y exercer à travers les structures de conseils autonomes. Le PYD affirme qu'une révolution inédite a lieu au Rojava, inspirée par la pensée de Abdullah Öcalan, le leader emprisonné du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkeren Kurdistan, PKK). Même après son arrestation en 1999, Öcalan est demeuré le leader politique et l'idéologue du mou-

vement. Pour commencer à comprendre l'expérience en cours au Rojava, ainsi que l'attitude de la gauche² à son égard, il convient de considérer l'idéologie d'Öcalan et de comparer ce à quoi elle prétend avec la réalité du terrain.³

LES ORIGINES DU PKK

Öcalan est né en 1949, au sein d'une famille paysanne kurde. Les provinces kurdes de Turquie ont toujours été les plus déshéritées du pays, en partie à cause de la politique raciste et discriminatoire de l'Etat turc envers les Kurdes. Parler kurde était considéré comme un crime, l'utilisation des lettres x, q et w – qui existent dans l'alphabet kurde, mais pas dans le turc – pouvait donner lieu à des poursuites. Même les publications qui mentionnaient juste le mot « kurde » étaient frappées d'interdiction. L'Etat turc essayait par là d'assimiler la minorité kurde au sein de la majorité turque.

Öcalan jeta les bases du PKK quand, au début des années 1970, il construisit les « Révolutionnaires kurdes » (Soresgeren Kurdistan, SK). Ce groupe fit sien la notion du sociologue turc Ismail Besikci, d'un Kurdistan colonie internationale, occupé par la Turquie, l'Iran, la Syrie et l'Irak. Lorsqu'en 1977, le groupe devint le PKK, il avait gagné un petit crédit parmi les travailleurs kurdes qui avaient quitté la campagne pour aller gagner leur vie dans les villes. Le SK était un produit de la « nouvelle gauche » en Turquie, mais avec des différences importantes. Par rapport aux autres groupes kurdes, le PKK était « la seule organisation dont les membres étaient presque exclusivement issus des classes les plus pauvres – la jeunesse dé-

racinée des villages et petites villes qui savait ce qu'était l'oppression, voulait de l'action et non de l'idéologie sophistiquée. »⁴ Le PKK tranchait également en déclarant que la lutte armée était une tâche urgente.

Des variantes de maoïsme et de tiers-mondisme étaient alors fortes au sein de la gauche turque, et les positions du PKK reflétaient clairement ces influences. Ses représentants déclaraient que le but immédiat était une révolution « nationale-démocratique » pour un « Kurdistan indépendant et démocratique ». Le combat devait prendre la forme d'une lutte populaire reposant sur les paysans, conduite par un PKK estimant être le représentant des classes laborieuses. Les « pays socialistes » étaient les alliés de la révolution, malgré les accusations de révisionnisme concernant les partis dirigeants de l'URSS et de la Chine, mais aussi « les partis ouvriers des pays capitalistes » et « les mouvements de libération des peuples opprimés ». Après la révolution « nationale démocratique », la lutte devait se diriger vers une révolution socialiste.⁵

Lorsque l'armée fit son coup d'Etat en 1980, le PKK était devenu le parti kurde le plus important de Turquie. La gauche turque subit la répression, des dizaines de milliers de ses membres furent arrêtés, torturés et tués. Öcalan y échappa car peu de temps avant le coup d'Etat, il s'était rendu au Liban, et de là en Syrie. Le régime de Hafez al-Assad lui permit d'installer une base opérationnelle en



Syrie, et le PKK lança sa guérilla contre l'Etat turc, combat qui connut son apogée au milieu des années 1990.

Le PKK était un « parti de guérilla », ce qui le distinguait d'autres partis kurdes. Dans le PKK, on était à la fois membre du parti et guérillero. On attendait même des cadres qui n'avaient pas de responsabilités militaires qu'ils soient prêts à rejoindre la guérilla à tout instant. Selon le dirigeant du PKK Duran Kalkan, « ce n'était pas qu'une question militaire, plus important était son sens idéologique et moral ». A propos du congrès du parti en 1986, Kalkan déclara : « Une telle guérilla introduit une coupure totale avec l'ordre existant. Elle rompt à un certain niveau avec le système hiérarchique de l'Etat et du pouvoir. C'est pourquoi il y a eu un sérieux renouveau idéologique au 3^{ème} congrès dans la conception du socialisme réel. La ligne socialiste réelle de la liberté et des droits égaux petit-bourgeois de l'individu et de la famille a été dépassée. Une telle mesure a des conséquences dans la société car elle réclame des changements importants pour rapprocher liberté et égalité. Cela détruit la vie familiale individuelle. »⁶

RÉVOLUTIONNER LA PERSONNALITÉ

Kalkan mettait l'accent sur un élément distinctif de l'idéologie du PKK et d'Öcalan : l'ambition de créer un « homme nouveau », caractérisé par un certain type de personnalité et de mentalité. D'après Öcalan, il existe une mentalité kurde métaphysique, une âme kurde. Selon lui, « de nombreuses qualités attribuées aujourd'hui aux Kurdes et à leur société étaient déjà présentes dans les communautés néolithiques habitant dans la chaîne des montagnes du Caucase du Nord, la région que nous appelons le Kurdistan ».⁷ Cependant, les Kurdes ont été dépouillés de leur « véritable » identité par les tentatives d'assimilation de l'Etat turc et par les structures sociales traditionnelles, qu'Öcalan nomme « féodalité ».

A travers la critique, l'autocritique et de durs efforts, les membres du PKK étaient donc exhortés à s'émanciper des opinions et attitudes apprises dans leur « ancienne vie » et à se refaçonner en un « homme nouveau ». Le journal du parti, Serxwebûn, écrivait : « l'homme nouveau ne boit pas, ne joue pas, ne pense jamais à

son propre plaisir ou confort, et il n'y a rien de féminin en lui. Ceux qui dans le passé s'adonnaient à de telles activités trancheront radicalement avec elles dès qu'ils ou elles se trouveront parmi les hommes nouveaux. La philosophie et la moralité de l'homme nouveau, la façon dont il se tient assis ou debout, son style, son ego, ses attitudes et réactions sont uniquement les siennes. La base est son amour pour la révolution, la liberté, le pays et le socialisme, un amour qui est aussi solide qu'un roc. Appliquer le socialisme scientifique à la réalité de notre pays crée l'homme nouveau. »⁸

Déjà en 1993, Öcalan proclamait que lorsque le PKK discutait du « socialisme scientifique », il ne se référait pas au marxisme mais à son idéologie propre, qui « dépasse les intérêts des Etats, des nations et des classes ».⁹ Au fur et à mesure que le remodelage des mentalités devint un thème central dans la conception du socialisme du PKK, les notions marxistes de classes et de révolution furent remplacées par des termes comme « humanisation », « socialisation » et « personnalité libérée ». La conception de la libération des femmes est ainsi fortement liée à son but de remodeler les individus. La mise en pratique de la libération des femmes fut développée dans la seconde moitié des années 1990, lorsque la participation des femmes dans le mouvement kurde, à la fois comme militantes politiques et comme combattantes, s'accrut.¹⁰ Les idées du PKK sur la libération des femmes ont été fortement influencées par le mythe d'un passé matriarcal, lorsque « la femme était la déesse de la création ».¹¹ L'oppression commença avec le développement de la société de classes. Ces notions sont clairement empruntées au livre d'Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

Cependant, une différence importante entre la théorie de l'oppression des femmes d'Engels et celle du PKK réside dans le fait que ce dernier néglige les facteurs socio-économiques. Engels écrivait qu'une division du travail apparut avec le développement des classes sociales, qui eut comme effet de faire passer au second rang le travail des femmes. Öcalan met au contraire l'accent sur des aspects tels que la « mentalité », un mot clé de son idéologie, et la « personnalité ». L'oppression des femmes est dès lors décrite comme le résultat d'attitudes transmises de gé-

nération en génération, et qui sont intégrées par les femmes. De telles attitudes patriarcales oppriment les femmes en les tenant éloignées de la vie sociale et exercent un contrôle sur le corps, les comportements et la sexualité des femmes. Cette explication laisse complètement de côté le rôle des facteurs socio-économiques.¹²

LIBÉRATION DES FEMMES, UN DISCOURS ESSENTIALISTE

Des unités féminines indépendantes ont été créées dans la guerre de guérilla. Plus tard a été formée une armée féminine indépendante, une pratique



Les portraits d'Abdullah Öcalan sont omniprésents dans les rassemblements des organisations kurdes de la « mouvance PKK ».

adoptée par le mouvement kurde syrien lorsqu'il créa les YPJ (Unités de défense des femmes). La motivation pour créer ces unités exclusivement féminines était que cela libérait les femmes du sexisme des hommes et les obligeait à rompre avec les notions traditionnelles d'obéissance et de servilité féminines. Dans les organes mixtes du PKK et du PYD, il existe des quotas par sexe. Il faut y inclure au moins 40 % de femmes, et chaque poste à responsabilité est géré par deux personnes, un homme et une femme.

La pensée du PKK est fortement essentialiste. Les femmes et la nature sont souvent assimilées et les femmes sont censées bénéficier de certaines caractéristiques, comme l'empathie, l'horreur de la violence et une proximité avec la

nature. Le discours du PKK sur la libération des femmes prend en compte la catégorie des femmes, qu'il considère souvent un tout homogène, comme dépassant les différences politiques. Ainsi que le proclame son organisation de femmes, «*l'idéologie de la libération des femmes est une alternative à toutes les visions du monde existant jusqu'à présent, qu'elles viennent de la gauche ou de la droite.*»¹³ Aujourd'hui, ce sont les femmes en tant que telles qui sont l'avant-garde de la lutte de libération. Dans les années 1990, les questions de lutte de classe et de formation de classe ont largement disparu de l'idéologie du



PKK. Au fur et à mesure qu'il passait de l'idée stalinienne du parti-Etat propriétaire des moyens de production à la création d'un «*homme nouveau*», sa conception du socialisme devint plus abstraite, et de plus en plus repoussée à un futur lointain. «*Une civilisation démocratique*» remplaça un Kurdistan indépendant et socialiste comme but du mouvement. Joost Jongerden, un expert du PKK, décrit «*la civilisation démocratique*» comme un terme parapluie pour trois projets entrecroisés : la république démocratique, l'autonomie démocratique et le confédéralisme démocratique.¹⁴

LE «CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE»
La république démocratique implique une réforme de l'Etat turc, pour qu'il re-

connaisse l'existence de minorités, notamment kurdes, parmi sa population, et qu'il dissocie la citoyenneté de l'origine turque. De la même façon, le PYD demande que l'Etat syrien abandonne l'idéologie pan-arabiste du parti Baas. L'autonomie démocratique est un concept emprunté à Murray Bookchin (1921-2006), un libertarien socialiste américain, qui prône une combinaison de mouvements sociaux et de coopératives qui préfigurerait une future société égalitaire. Bookchin était trotskyste à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et, à l'instar de nombreux trotskystes, espérait une vague de révolutions ouvrières. Comme ses espérances ne se réalisèrent pas, et que le mouvement trotskyste demeura petit et isolé, Bookchin reconsidéra ses idées.

Il abandonna le marxisme, qui d'après lui avait commis l'erreur fondamentale de voir en la classe ouvrière une classe révolutionnaire. De la même manière, le PKK ne considéra jamais que l'émancipation de la classe ouvrière conduirait au socialisme. Le PKK à ses débuts était plutôt méfiant envers la classe ouvrière, qu'il considérait comme privilégiée par rapport à la paysannerie et associée trop étroitement à l'Etat turc dans les villes. Au début des années 1990, Öcalan affirma qu'il n'y avait pas de divisions de classe prononcées dans la société kurde.¹⁵ La division essentielle s'établissait entre «*collaborateurs*» et «*patriotes*», et non entre capitalistes et population laborieuse.

Pour Bookchin, le point faible du capitalisme n'était pas la contradiction entre le capital et le travail, mais celle entre le capital et l'écologie. Le capital, accumulant indéfiniment, détruit l'environnement. La lutte pour sauver l'écosystème revêt un caractère anticapitaliste et peut unir tous ceux qui voient leur vie menacée par la détérioration de leur environnement. Malgré l'importance que le PKK accorde également à l'écologie, celle-ci n'y a cependant pas la place centrale qu'elle avait chez Bookchin.

Pour Öcalan, la contradiction qui détermine les luttes de libération est celle entre les identités opprimées et l'Etat. Öcalan impute l'oppression de certaines identités à des politiques étatiques qui retardent par rapport au développement de la nouvelle civilisation, inévitable du fait des progrès technologiques.¹⁶ La tâche est dès lors de forcer l'Etat à mettre en oeuvre le potentiel

démocratique qui existe déjà. A cette fin, des structures «*d'autonomie démocratique*» doivent être construites au delà des frontières existant entre Etats et à l'intérieur des nations existantes. Ces structures sont basées sur la reconnaissance et la représentation de différentes identités, comme les groupes ethniques, les femmes ou les ouvriers. Dans le Kurdistan turc, ces structures sont souvent entrecroisées avec celles des municipalités où des partis kurdes légaux ont eu des élus.

Les structures de l'autonomie démocratique sont censées se fédérer par en bas, dans un système de «*confédéralisme démocratique*». Öcalan décrit cette organisation comme «*un modèle pyramidal dans lequel ce sont les communautés locales qui discutent, débattent et prennent les décisions. Les délégués élus de la base jusqu'au sommet formant une sorte d'organe lâche de coordination. Ils sont élus par le peuple pour un an.*»¹⁷

L'IDENTITÉ KURDE, L'ETAT, LA DÉMOCRATIE

L'idéologie actuelle du PKK rejette toute tentative de créer de nouveaux Etats, dans la mesure où ils sont intrinsèquement des organes d'oppression. Les germes de sa critique des Etats peuvent être trouvés dans son histoire récente. Depuis ses débuts, le PKK a toujours critiqué l'Union soviétique et l'Internationale Communiste du début des années 1920 pour leur soutien critique envers le nationalisme kémaliste. Qui plus est, aux yeux du PKK la direction soviétique privilégiait la sécurité nationale de l'URSS par rapport aux principes internationalistes et anti-impérialistes.

La critique de la prépondérance de la raison d'Etat soviétique a été généralisée aux autres Etats-nations en tant que tels. Une autre raison de l'abandon de son projet de créer un Etat kurde réside dans le caractère très divers des populations qu'il considère comme kurdes. Par exemple, dans le Kurdistan turc, les identités ont évolué en fonction d'aspects confessionnels. En Anatolie de l'est, le PKK se trouvait confronté au fait que beaucoup de gens se considéraient Alévis et non Kurdes.¹⁸ Il aurait fallu imposer une assimilation culturelle pour créer un Etat unifié à partir de cette hétérogénéité de populations, ce à quoi le

PKK se refusait.

Öcalan affirme que le combat du PKK est seulement la dernière rébellion kurde contre le pouvoir d'Etat centralisé. Dans un remarquable exemple d'auto-orientalisme, les Kurdes sont présentés comme un peuple sans histoire qui, depuis l'époque sumérienne (quatrième millénaire avant notre ère), s'est rebellé contre le pouvoir d'Etat, en demeurant tout ce temps le même « dans son essence ». Le « péché originel » qui a causé l'oppression des Kurdes a été la formation de l'Etat en tant que tel, contre lequel ils ont essayé de préserver leur culture « naturelle » de liberté. Öcalan décrit son but comme la « renaissance » d'une société idéalisée qui est supposée avoir existé durant le néolithique dans ce qui est actuellement le Kurdistan. Les aspects positifs de ce passé mythique – un rôle central attribué aux femmes dans la société, une identité kurde « pure », une égalité sociale – sont à reconquérir sous une forme modernisée.

Öcalan n'est pas pour le renversement des Etats existants. Il faut plutôt les remplacer, à un certain moment, par les structures du confédéralisme démocratique. La critique des Etats existants d'Öcalan est plutôt ambiguë dans la mesure où la démocratie qu'il prône est souvent assimilée aux Etats capitalistes parlementaires occidentaux. Il affirme ainsi que dans les pays européens, un « type de démocratie » s'est développé et que c'est ce qui a conduit à « la suprématie de l'Ouest ». « La civilisation occidentale peut, en ce sens, être appelée civilisation démocratique. »¹⁹ Et en 2011 : « En principe, le système démocratique occidental – qui a été instauré grâce à d'immenses sacrifices – contient tout ce qui est nécessaire pour résoudre les problèmes sociaux. »²⁰ « L'Europe, berceau [de la démocratie], a généralement laissé de côté le nationalisme au vu des guerres du 20^{ème} siècle et a établi un système politique adhérent à des standards démocratiques. Ce système démocratique a déjà montré ses avantages sur les autres systèmes, y compris le socialisme réel, et est maintenant le seul système acceptable dans le monde. »²¹

CLASSES ET ÉCONOMIE AU ROJAVA

Le capitalisme ne s'est pas beaucoup développé au Rojava. Cette région est essentiellement agricole avec une pe-

tite classe ouvrière moderne. Mais le Rojava est très productif, et dans la Syrie baasiste, la région ressemblait à une colonie interne. Elle produit des matières premières comme du blé et de l'huile, qui étaient transformés ailleurs.²² Öcalan a décrit la situation socio-économique du Rojava comme fondée d'une part sur de petites unités économiques familiales, d'autre part sur une économie d'Etat.

La vision d'Öcalan d'une alternative socio-économique à de telles conditions peut être décrite comme social-démocrate : « A mes yeux, la justice veut que le travail créatif soit considéré en fonction de sa contribution à l'ensemble de la production. La rémunération du travail créatif qui contribue à la productivité de la société doit être considéré en proportion d'autres activités créatrices. Fournir des emplois à chacun sera une tâche publique. Chacun sera capable de participer au système de santé, d'éducation, des sports et des arts en fonction de ses capacités et de ses besoins. »²³

Les propositions économiques relativement vagues du PYD pour le Rojava peuvent également être dites social-démocrates. Le but est une économie mixte avec des services sociaux forts. Le « contrat social » du Rojava déclare que les ressources naturelles et la terre sont la propriété du peuple et que leur exploitation doit être régulée par la loi. En même temps, ce contrat protège la propriété privée et affirme que rien ne doit être exproprié. Environ 20 % des terres du Rojava sont entre les mains de grands propriétaires fonciers, et leur propriété est garantie par le contrat social. Des exploitations agricoles formellement détenues par l'Etat ont été distribuées à des familles pauvres. La formation de coopératives est encouragée par le Tev-Dem (Tevgera Civaka Demokratîk, Mouvement pour une société démocratique), la structure de gouvernement du Rojava. A plus long terme, les coopératives sont supposées devenir la forme dominante d'entreprise. Le PYD parle du Rojava comme d'une nouvelle expérience, une nouvelle forme de révolution basée sur les leçons tirées de l'échec de mouvements précédents. Il en va de même pour le choix de ne pas exproprier des propriétés privées, expliqué par le refus d'utiliser la force afin d'éviter l'autoritarisme qui a défiguré des tentatives précédentes de construction du socialisme. Le refus du PYD d'expulser com-

plètement du Rojava les troupes gouvernementales syriennes et de rejoindre l'insurrection contre Assad est expliquée par les mêmes raisons. Et pourtant, c'est l'insurrection contre l'Etat syrien qui a donné au mouvement kurde l'occasion de former le Rojava, le régime d'Assad ayant décidé de se concentrer sur son combat contre les rebelles.

Nous devons faire attention à ne pas projeter sur le Rojava des idées euro-centrées de révolution socialiste. Mais en l'absence d'une classe ouvrière qui dans son combat pour l'auto-émancipation puisse être la force motrice d'un changement social, il est clair que c'est le PYD lui-même qui joue le rôle décisif. Avant d'être



Combattants des YPG. DR.

largement balayée par les deux pôles contre-révolutionnaires du régime d'Assad et du jihadisme salafiste, l'auto-organisation autonome a été un élément important de la révolution syrienne, comme l'ont montré les structures de base qui se sont répandues en Syrie dans la première phase de la révolution. Les conseils au Rojava sont cependant la création d'une force politique, non d'initiatives autonomes par en-bas. Le PYD est la force dominante dans le Tev-Dem. Les forces armées du Rojava

(YPG, YPJ et les forces de sécurité, les Asayis) sont entraînées dans l'idéologie du PYD et prêtent serment à Öcalan.

SOLIDARITÉ CONCRÈTE ET REGARD CRITIQUE

La survie du Rojava face aux attaques de l'Etat islamique représente sans aucun doute une victoire pour la gauche. Le mouvement kurde mérite une solidarité concrète dans sa lutte pour l'auto-détermination, d'autant plus quand au Rojava la population tente de mettre en place une alternative progressiste. Il n'y a aucune raison pour que la gauche ne puisse pas combiner la solidarité avec le projet du Rojava et un regard critique sur ses limites. Peut-être



que le Rojava peut poser la question du dépassement du capitalisme, mais la réponse ne pourra être apportée que dans un contexte plus large au niveau de la région, en coopération avec d'autres forces.

Au vu des tensions entre le mouvement kurde et de nombreux Arabes en Syrie et ailleurs, cette perspective devient de plus en plus difficile. Le rôle décisif du PYD au Rojava et son refus d'expulser complètement les troupes du gouvernement syrien et de rejoindre l'insurrection contre Assad ont entraîné l'accu-

sation de « collaboration » avec la dictature. Des groupes rebelles arabes, mais aussi d'autres groupes kurdes syriens, décrivent le Rojava comme « une dictature du PYD ».

Lorsqu'il y a des rapports sur des violations des droits de l'homme, le premier réflexe devrait être de s'inquiéter. Amnesty International a tiré la sonnette d'alarme à propos d'informations selon lesquelles des unités des YPG auraient expulsé des civils arabes.²⁴ Salih Muslim, vice-président du PYD, a admis que les combattants de l'YPG avaient commis « une erreur » lorsqu'ils avaient ouvert le feu sur un groupe de manifestants à Amûde, en juillet 2014.²⁵ L'ONG Human Rights Watch a également émis des critiques sur la répression de contestataires au Rojava.²⁶ Prétendre que la critique entre d'une certaine façon dans les plans de l'ennemi – par exemple à travers la déclaration du commandant général des YPG, Sipan Hemo, selon laquelle le moment choisi pour publier le rapport d'Amnesty International prêtait à « suspicion » parce que se préparait alors... une grande bataille contre Daesh –, n'est pas très convaincant.²⁷

De telles accusations, de même que la position du PYD concernant les interventions impérialistes, créent le risque de détériorer davantage les relations entre Kurdes et Arabes. La coopération entre les YPG et les forces de la coalition, ainsi que ses offres de coopération faites à la Russie, dont l'essentiel des bombardements ne vise pas l'EI, peuvent être compréhensibles dans une lutte pour la survie, mais la gauche ne devrait pas fermer les yeux sur les conséquences d'une coopération avec les puissances impérialistes.

Dans la gauche des pays occidentaux, « solidarité » a souvent signifié soutenir et sympathiser avec des mouvements de pays du Sud, mouvements qui étaient souvent idéalisés, avec les rêves et espoirs que des militants de gauche occidentaux projetaient sur de telles expériences lointaines. La déception, assortie de la fin des relations, devenait quasi inévitable. Prendre sérieusement en compte l'affirmation souvent répétée selon laquelle la gauche doit apprendre des expériences internationales, signifie qu'elle devrait considérer de tels développements dans toute leur complexité et leurs contradictions. □

1 New Politics ([site http://newpol.org](http://newpol.org)) est une revue anticapitaliste indépendante. Ses fondateurs en 1961 se situaient dans la tradition du trotskysme « du troisième camp » (définissant l'URSS et les Etats de même type comme des sociétés de classe fondées sur l'exploitation des travailleurs), dont sont issues aux Etats-Unis les organisations actuelles ISO et Solidarity. Après une interruption de publication, la revue a été relancée en 1986.

L'auteur, Alex de Jong, est l'éditeur de la revue anticapitaliste hollandaise Grenzeloos et le co-directeur de l'Institut international de recherche et d'éducation d'Amsterdam. [Note de l'Anticapitaliste]

2 « Gauche » a dans ce texte le sens de gauche radicale, englobant tous les courants allant de l'anticapitalisme révolutionnaire au réformisme antilibéral. [Note de l'Anticapitaliste]

3 Une partie de cet article est basée sur une étude plus longue et approfondie, « Métamorphose idéologique du PKK : une chenille stalinienne transformée en papillon libertaire? », publiée par la revue Inprecoc dans son numéro d'avril-mai 2015.

4 Martin van Bruinessen, « Between Guerrilla War and Political Murder: The Workers' Party of Kurdistan », *Middle East Report*, n° 153, juillet-août 1988, pages 40-42, 44, 46 et 50.

5 Programme du PKK, Cologne, 1984.

6 Nikolaus Brauns et Brigitte Kiechle, « PKK. Perspektiven des kurdischen Freiheitskampfes: Zwischen Selbstbestimmung, EU und Islam », *Schmetterling*, Stuttgart, 2010, page 57.

7 Abdullah Öcalan, « Prison Writings. The PKK and the Kurdish question in the 21st century », *Transmedia Publishing*, Londres, 2011, pages 21 et 42.

8 Olivier Grojean, « The production of the new man within the PKK », *European Journal of Turkish Studies*, 2014, <http://ejts.revues.org/4925> (version française originale, 2008, sur <http://ejts.revues.org/2753>).

9 Brauns et Kiechle, op. cit., page 77.

10 Handan Çaglayan, « From Kawa the Blacksmith to Ishtar the Goddess: Gender Constructions in Ideological-Political Discourses of the Kurdish Movement in Post-1980 Turkey », *European Journal of Turkish Studies*, 2012, <http://ejts.revues.org/4657>

11 Abdullah Öcalan, « Jineoloji als Wissenschaft der Frau », <http://www.kurdistan-report.de/index.php/archiv/2014/172/110-jineoloji-als-wissenschaft-der-frau>

12 Handan Çaglayan, op. cit.

13 Brauns et Kiechle, op. cit., page 247.

14 Ahmet Hamdi Akkaya et Joost Jongerden, « Reassembling the Political: The PKK and the project of Radical Democracy », <http://ejts.revues.org/4615>

15 Brauns et Kiechle, op. cit., page 82.

16 Abdullah Öcalan, « The third domain. Reconstructing liberation. Extracts from the submissions to the ECHR », *International initiative Freedom for Öcalan - Peace in Kurdistan*, Londres, 2003, pages 54 et 56.

17 Abdullah Öcalan, « The Declaration of Democratic Confederalism », 2005, <http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=10174>

18 Aysegül Aydın et Cem Emrence, « Zones of Rebellion. Kurdish Insurgents and the Turkish State », *Cornell University Press*, Ithaca, 2015, page 40. L'alévisme (à ne pas confondre avec l'alaouisme) est une branche de l'islam chiite. L'Etat turc favorise une variante d'islam sunnite.

19 Abdullah Öcalan, « Declaration on the Democratic Solution of the Kurdish Question », *Mesopotamian Publishers*, Londres, 1999, page 59.

20 Abdullah Öcalan, « Prison Writings... », op. cit., page 71.

21 Öcalan, « Prison Writings... », op. cit., page 91.

22 Ismail Küpeli (éd.), « Kampf um Kobanê. Kampf um die Zukunft des Nahen Ostens », *Edition Assemblage*, Münster, 2015, page 34.

23 Öcalan, « Prison Writings... », op. cit., page 60.

24 Amnesty International, « «We had nowhere to go: Forced displacement and demolitions in Northern Syria », Londres, 2015, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde24/2503/2015/en/>

25 Thomas Schmidinger, « Krieg und Revolution in Syrisch-Kurdistan. Analysen und Stimmen aus Rojava », *Vienne*, 2014, page 186.

26 Human Rights Watch, « Under Kurdish Rule: Abuses in PYD-run Enclaves of Syria », <https://www.hrw.org/report/2014/06/19/under-kurdish-rule/abuses-pyd-run-enclaves-syria> (2014).

27 Mutlu Çiviroglu Kimdir, « YPG General Commander Hemo on Syrian Democratic Force, US Weapons & Amnesty Report », <http://civiroglu.net/2015/10/15/ypg-general-commander-hemo-on-syrian-democratic-force-us-weapons-amnesty-report/>

L'onde gravitationnelle, pour quoi faire ?

PAR HUBERT KRIVINE

La toute récente mise en évidence des ondes gravitationnelles par l'expérience de LIGO (USA) est certes une prouesse technique incroyable, mais c'est surtout un événement scientifique majeur, pour deux raisons : il confirme la théorie de la relativité générale, et il ouvre une voie totalement nouvelle d'exploration de l'Univers. Cet article vise à mettre cette découverte en perspective.

LA LUNETTE DE GALILÉE

Depuis la nuit des temps, bergers, marins, astrologues, prêtres, astronomes et savants ont scruté le ciel. Ils l'ont fait avec les moyens du bord : en regardant à l'œil nu les lumières qui nous parvenaient des astres. Puis, à la Renaissance, Galilée a eu l'idée d'amplifier ces lumières à l'aide de la lunette des Hollandais. Il découvrit les montagnes de la Lune, les satellites de Jupiter, les taches solaires et surtout la confirmation du modèle de Copernic qui affirmait le mouvement de la Terre. Toutes choses interdites par l'Eglise. Sur le plan scientifique notre vision du monde sera bouleversée, mais pas seulement, sur le plan sociétal également.

LES ONDES RADIO

Mais qu'était cette lumière porteuse d'information sur l'Univers ? Il a fallu attendre les travaux de Maxwell dans la seconde moitié du 19^e siècle pour en avoir une idée plus précise. Dans ses célèbres équations, Maxwell établit le lien entre l'électricité et le magnétisme, jusque là phénomènes séparés. Il établit que les charges électriques en mouvement créent une onde qu'on appellera onde électromagnétique, et qui se propage dans tout l'espace. La lumière visible en est seulement un cas particulier, caractérisé par une longueur d'onde : de 0,4 (pour le violet) à 0,7 microns (pour le rouge). A d'autres longueurs d'onde, cette onde existe mais n'est pas visible, comme les infrarouges (IR) ou l'ultraviolet (UV). Le domaine est encore plus vaste : en-deçà de la longueur d'onde des UV, il y a les rayons X puis gamma ; au-delà de celle des IR, les ondes radios. Tout ceci, Maxwell l'ignorait ; il avait seulement écrit une théorie qui prévoyait une telle onde. Trente ans plus tard, Hertz la

mettait en évidence, par une première expérience de ce qu'on appellera ensuite la Transmission sans fil (TSF).¹ Impossible encore une fois d'en minimiser les profondes implications sociales (imaginons une société sans internet, télévision, ou portable). Et encore une fois, dans le domaine scientifique, l'observation du ciel en dehors de la lumière visible (UV et IR) va ouvrir de nouveaux horizons.

LES NEUTRINOS

Les neutrinos sont des particules élémentaires neutres postulées en 1930 par Pauli pour rendre compte de la conservation de l'énergie dans certaines réactions nucléaires et mises expérimentalement en évidence 26 ans plus tard. Ils interagissent très peu avec la matière et donc, bien que difficiles à détecter, ils peuvent véhiculer de l'information issue de zones éloignées et denses que l'observation optique ne saurait fournir. On parle de « télescopes à neutrinos ».

LES ONDES GRAVITATIONNELLES

En 1917, Einstein achevait sa théorie de la relativité générale. Comme avec les équations de Maxwell, cette théorie contenait une « équation d'onde » dont la solution était une onde se propageant aussi dans le vide à la vitesse de la lumière (300 000 km/s). Chez Maxwell, cette onde était créée par tout déplacement de charges électriques, tandis qu'ici c'est une onde de nature tout à fait différente : elle est créée par tout mouvement accéléré de masses. L'usage est de dire que cette onde « déforme l'espace-temps ». Ce qui, avouons-le, est peu clair pour les non-initiés. L'idée est que l'espace-temps est de façon générale « déformé » par la présence de masses. Il faut de très grosses masses pour que cet effet soit décelable – sinon

on s'en serait déjà aperçu ! Cette déformation signifie en pratique qu'au voisinage du Soleil, par exemple, les rayons lumineux sont courbés.² Il y a plus : quand les masses sont accélérées, se génère une « onde gravitationnelle ». Tandis que les ondes électromagnétiques de Maxwell se détectaient en faisant apparaître un courant électrique sur une antenne, le passage de cette onde peut se détecter parce qu'elle modifie les distances sur les objets qu'elle traverse. Le problème est que cette modification est si dérisoire (voir plus loin) qu'Einstein avait les plus grands doutes sur sa possible mise en évidence expérimentale. Il faut des mouvements extrêmement rapides de masses extrêmement colossales et des détecteurs extrêmement sensibles. Une bonne indication de l'existence de ces ondes avait été fournie en 1974 par la décroissance orbitale d'un pulsar binaire (une étoile orbitant autour d'une étoile à neutrons). Ce raccourcissement de l'orbite signifie une perte d'énergie et, comme cette dernière doit se conserver, on devait la retrouver dans l'énergie de l'onde gravitationnelle émise. L'observation du raccourcissement de l'orbite va être en accord avec les prévisions théoriques. Mais ce n'était pas une preuve directe : après tout, d'autres théories pouvaient expliquer la chose.³ On peut raisonnablement saluer les résultats de la toute récente expérience de LIGO aux Etats-Unis comme une preuve directe de l'existence de ces ondes gravitationnelles : on a vu, au 14 septembre 2015 à 11 h 51, deux distances situées à plusieurs milliers de kilomètres l'une de l'autre osciller une fraction de seconde *exactement selon les prévisions théoriques* décrivant la coalescence (la collision) de deux trous noirs. Ces distances étaient matérialisées par les

bras de 3 km de long d'un interféromètre laser. La perte de matière due à la collision, trois fois la masse du Soleil, a fourni l'énergie de l'onde gravitationnelle. Ajoutons en passant que c'est aussi la preuve la plus directe de l'existence des trous noirs.

UN MIRACLE TECHNIQUE

Pour espérer « voir » une onde gravitationnelle, il faut qu'entrent en jeu des masses énormes (au moins de dizaines de fois la

masse du Soleil) animées de vitesses énormes (une fraction de celle de la lumière). Ceci ne peut être fourni que par la Nature; mais il faut de plus être capable de mesurer des variations relatives de longueur infinitésimales, de l'ordre de 10 à la puissance -20. Soit un milliardième de fois l'épaisseur d'un cheveu sur la distance Paris-New York! Il faut ensuite être capable de faire un vide valant 1 milliardième de la pression atmosphérique dans 7000 mètres cubes. Sans

parler de l'appareillage qui doit être insensible aux vibrations occasionnées par les vagues d'un océan même lointain ou d'une baignoire qui se vide dans les environs.

Grâce à tout cela et quelques milliards de dollars en moins, on sait maintenant que l'univers a connu un événement cataclysmique (cette collision de deux trous noirs) quelque part au-delà de la galaxie naine du Grand Nuage de Magellan, il y a quelque 1,3 milliard d'années.

ET ALORS ?

La même question s'est posée pour la découverte du boson de Higgs. Nous avons répondu qu'il n'y avait jamais de progrès décisif dans la connaissance qui ne soit suivi tôt ou tard – et de façon non prédictible – d'implications pratiques. Ici, il s'agit d'une confirmation forte de la théorie de la relativité générale au moment où les mystères de la matière et de l'énergie noires en justifiaient une relecture critique. C'est enfin la naissance d'une nouvelle sonde des profondeurs de l'univers, dont la moisson ne saurait tarder.

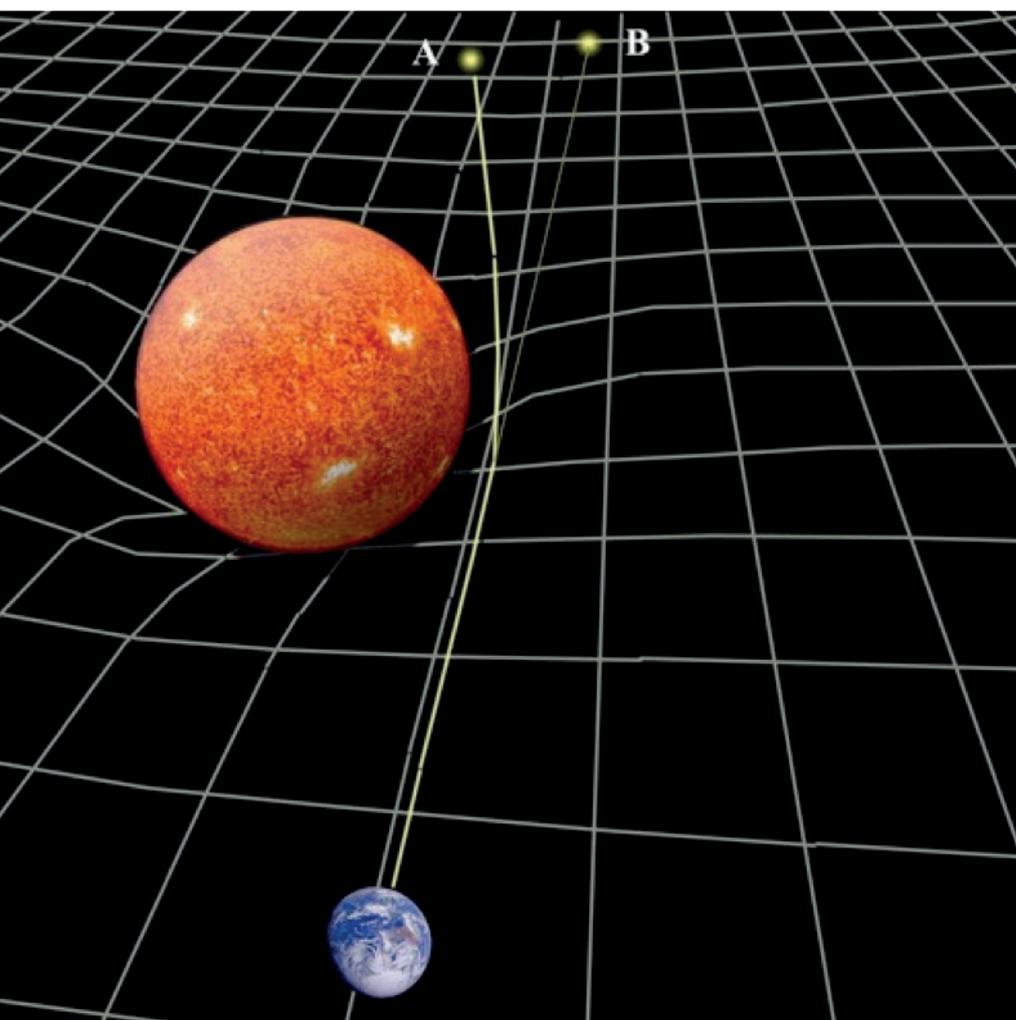
Ajoutons qu'une leçon aussi de cette narration est la fameuse « déraisonnable efficacité des mathématiques » selon le mot de Wigner.⁴ En effet, les ondes électromagnétiques ont été découvertes d'abord au bout du stylo, les neutrinos également et aussi les ondes gravitationnelles. Mais c'est un autre sujet. □

1 De mon temps, on écoutait encore ce qu'on appelait le poste de TSF!

2 Les trous noirs sont des astres si massifs (de 4 à des millions de fois la masse du Soleil) que la lumière est si courbée qu'elle ne peut s'en échapper. Conjecturés par la théorie de la relativité générale, ils ne sont visibles que par leurs effets sur d'autres corps.

3 Les physiciens se souviennent avec amertume qu'on avait longtemps cru à l'éther comme milieu devant exister pour expliquer la propagation de la lumière (comme l'air pour la propagation du son). Las, toutes les tentatives pour le trouver ont échoué: l'éther n'existe pas; ce sera d'ailleurs un des résultats de la théorie de la relativité restreinte (1905).

4 Eugène Wigner (1902-1995): physicien hongrois naturalisé nord-américain. Prix Nobel.



Représentation – forcément stylisée – de la « courbure de l'espace-temps ». La masse du soleil courbe la trajectoire d'un rayon lumineux : en B la position apparente, en A la position réelle de l'étoile.

QUAND LA SCIENCE CONTRIBUE, AUSSI, À BOULEVERSER LA SOCIÉTÉ...

Quand, en 1609, Galilée braque, le premier, une lunette vers le ciel étoilé, c'est toute l'organisation de l'univers telle qu'on l'imaginait alors, la Terre au centre, le firmament sagement ordonné autour, qui se dérobe... C'est ce moment qu'a voulu saisir Bertolt Brecht dans sa pièce La Vie de Galilée, qui fait ainsi s'enthousiasmer le savant, dans la scène 1 :

« Durant deux mille ans l'humanité a cru que le soleil et tous les corps célestes tournaient autour d'elle. Le pape, les cardinaux, les princes, les savants, les capitaines, les marchands, les poissonnières et les écoliers, tous croyaient être immobiles dans cette sphère de cristal. Or maintenant, nous gagnons le large, Andrea, le grand large. Car l'ancien temps est passé, et voici un temps nouveau. Cela fait cent ans que l'humanité

semble attendre quelque chose. Les villes sont étroites et les têtes le sont aussi. Peste et superstition. Or voici qu'on dit désormais : puisqu'il en est ainsi, qu'il n'en soit plus ainsi. Car tout bouge, mon ami (...)

« Car là où la croyance était installée depuis mille ans, là maintenant le doute s'installe. Tout le monde dit : oui c'est écrit dans les livres mais allons maintenant voir par nous-mêmes. D'une tape sur l'épaule on congédie les vérités les plus fêtées; ce dont on ne doutait jamais, maintenant on en doute.

« De là est né ce courant d'air qui soulève même les robes brodées d'or des princes et des prélats, dévoilant des jambes grasses ou maigres, des jambes comme nos jambes. Il est apparu que les cieus sont vides. Alors un rire joyeux retentit. »

Calais : Une barbarie d'Etat assumée

PAR ALAIN POJOLAT



A Calais le 29 février – premier jour de l'intervention pour démanteler une partie de la dite « jungle » –, les migrants font face aux CRS et autres forces de police devant l'école de fortune qu'ils avaient construite. Reuters/Pascal Rossignol.

Des grands drames de l'Histoire, on retient souvent une ou deux photographies qui font le tour des rédactions, et aujourd'hui celui des réseaux sociaux. Ces images à elles seules ont su dépasser le pouvoir des mots, toucher un très grand nombre, au point de devenir les emblèmes de mobilisations dépassant la seule sphère militante. Ainsi nous souviendrons-nous à jamais de l'extraordinaire choc émotionnel produit dans tous les pays par la publication de la photo de cette enfant vietnamienne errant nue sur un chemin de désolation, le corps brûlé, martyrisé par les effets du napalm déversé sur les populations civiles par l'aviation US, ou de l'immolation de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 qui allait amener le peuple tunisien à renverser son dictateur.

Certes, comparaison n'est pas raison, et le drame actuel que vivent les migrant-e-s et réfugié-e-s à Lampedusa, Calais ou Idoméni n'est, pour l'instant, pas perçu comme un événement aussi important que la guerre du Vietnam ou la révolution tunisienne. Les dizaines de milliers de mort-e-s en Méditerranée, atrocement banalisés par la récurrence des naufrages, ont soudain ému l'opinion publique lorsque furent publiées début septembre les photos du cadavre du petit syrien Aylan échoué sur la plage de Bodrum. Celles de six Iraniens de la jungle de Calais, grévistes de la faim, se cousant les lèvres en signe de protestation de la destruction de

leurs habitations ont à nouveau suscité une grande émotion dans l'opinion publique.

Alors oui! Indignons-nous! Indignons-nous pour tous les petits Aylan, martyr-e-s anonymes de la barbarie impérialiste, fauché-e-s à l'aube de leur vie, victimes d'un système implacable qui ne respecte rien, pas même ses règlements internationaux sur les droits humains les plus élémentaires... Lorsqu'un enfant de Palestine, de Syrie, du Soudan ou d'ailleurs meurt en Méditerranée ou en mer Egée, c'est l'Humanité que l'on assassine! Indignons-nous du sort des réfugié-e-s et migrant-e-s de Calais traités comme du bétail, comme des variables d'ajustement, des quotas, comme des objets qu'on déporte ici ou là, dans des «centres de tri, d'observation, d'hébergement d'urgence» aux quatre coins de la France, sans jamais tenir compte de leur avis, de leurs vies, de leurs projets, des drames qu'ils vivent et ont vécus.

Oui, nous sommes indigné-e-s, et très en colère! Oui, nous avons honte lorsqu'un ministre de l'Intérieur osant se prétendre «socialiste» annonce qu'il va démanteler la «jungle» en utilisant la persuasion – décision que par ailleurs nous contestons –, envoie ses flics, ses bulldozers et ses «communicants» pour terroriser les réfugié-e-s, détruire leurs maisons de fortune, détruire les «écoles», les lieux de culte, les cantines, casser leur désir de rejoindre l'Angleterre, et les criminaliser.

Mais l'indignation ne suffit pas! Les luttes des migrant-e-s et de leurs soutiens se situent dans la continuité de celles des sans papiers, même si les conditions et les objectifs peuvent être différents. Le 18 mars, débute la célébration du vingtième anniversaire de la grande lutte des «Saint-Bernard» qui, pendant près de cinq mois, par sa radicalité et son auto-organisation, a permis par la suite la mise en place d'un mouvement national des sans-papiers, et de traditions de luttes qui font partie aujourd'hui encore de notre «patrimoine». En créant la Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM), les militants sans-papiers ont jeté les bases d'une structure internationale, indépendante et permanente, un instrument indispensable pour se hisser à la hauteur de la situation actuelle, des enjeux.

Partout en Europe, prenons la rue! La situation dramatique que vivent des dizaines de milliers de migrant-e-s et réfugié-e-s, de Iodémi à Calais, de Lesbos à Lampedusa, impose d'agir en urgence. D'ores et déjà, des manifestations de rue ont été programmées à l'occasion de la journée européenne de mobilisation, le 19 mars, dans de nombreuses villes de plusieurs pays. En France, à l'appel de la CISPM, du collectif unitaire anti-guerre et des collectifs de soutien aux migrants. Les anticapitalistes sont partie prenante de toutes ces initiatives. □